

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Loi du 22 mars 1930** portant application aux colonies de l'article premier de la loi du 19 mars 1919 concernant la *réhabilitation* en temps de guerre des *condamnés* et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 252
- Décret du 20 mars 1930** modifiant le *tableau de classement* du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 253
- Décret du 20 mars 1930** complétant le décret du 15 octobre 1929 fixant la quotité de l'indemnité pour *frais de premier établissement* des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 253
- Décret du 26 mars 1930** modifiant celui du 8 août 1910 portant *organisation* du personnel des *travaux publics* et des *mines* des colonies (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 254
- Décret du 26 mars 1930** étendant à certains personnels coloniaux le bénéfice de l'*allocation exceptionnelle* attribuée aux fonctionnaires de l'État par le décret du 15 septembre 1928 (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 254
- Décret du 26 mars 1930** rapportant le décret du 22 octobre 1928 relatif au *classement* dans un *service actif* des personnels coloniaux (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 255

- Décret du 1^{er} avril 1930** portant ouverture de *crédits supplémentaires* au *budget local* et au *budget annexe* de la *santé publique* et de l'*assistance médicale* au Togo (exercice 1929) (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 255
- Décret du 1^{er} avril 1930** portant ouverture d'un *crédit supplémentaire* au *budget annexe* du *chemin de fer* du Togo (exercice 1929) (*Arrêté de promulgation du 3 mai 1930*). 256
- Dépêche ministérielle n° 36/a du 29 mars 1930** relative à la modification du décret du 10 mars 1930 (*Statut des secrétariats généraux*). 257
- Personnel européen** 257
- Magistrature coloniale** 258
- Naturalisation** 258

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 24 avril 1930** portant création d'un canton, dit *canton de «Takpamba»* dans le cercle de Maugu. 258
- Arrêté du 26 avril 1930** approuvant les *opérations électorales* pour le renouvellement de la *chambre de commerce* du Togo en 1930. 258
- Arrêté du 26 avril 1930** créant une *mutuelle scolaire* à l'école rurale d'Amlamé et lui allouant une *subvention* de trois cents francs 258
- Arrêté du 26 avril 1930** approuvant et rendant exécutoires des *rôles supplémentaires* afférents à l'exercice 1929. 259
- Arrêté du 26 avril 1930** approuvant et rendant exécutoires divers *rôles* afférents à l'exercice 1930. 259
- Arrêté du 26 avril 1930** réorganisant la *garde indigène*. 259

Arrêté du 26 avril 1930 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des agents des forces de police (Gardes indigènes et Miliciens). 264

Arrêté du 3 mai 1930 modifiant l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo. 267

Arrêté du 7 mai 1930 modifiant l'arrêté du 7 novembre 1928 déterminant les conditions, épreuves et programmes des concours et examens institués pour le personnel indigène du service de santé, par l'arrêté du 23 juin 1928. 267

Dépêche en date du 1^{er} février 1930 du Commissaire des Territoires africains sous mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris au sujet de la participation des entreprises privées à l'exposition. 268

Tableau des actes concernant le personnel européen 269

Tableau des actes concernant le personnel indigène 270

Boissons alcooliques 271

Concours 271

Domaines 271

Enseignement 271

Gratification 271

Indemnités 272

Justice indigène 272

Marchés 272

Primes 272

Produits pharmaceutiques 272

Remboursement 272

Secours 272

Avis d'adjudication du chemin de fer 273

État des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois d'avril 1930. 277

BULLETIN ECONOMIQUE

DU 1^{er} TRIMESTRE 1930 279

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de perte de titres fonciers 285

Ventes sur saisie immobilière 285

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi portant application aux colonies de l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1919 concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle.

ARRÊTÉ N° 240 promulguant au Togo la loi du 22 mars 1930 portant application aux colonies de l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1919 concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu la loi du 22 mars 1930 portant application aux colonies de l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1919, concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France la loi du 22 mars 1930 portant application aux colonies de l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1919 concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mai 1930.

BONNECARRÈRE.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1919 concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et modifiant le paragraphe cinquième de l'article 621 du code d'instruction criminelle est déclaré applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Raoul PÉRET.

Indemnités de déplacement et passages.

ARRÊTÉ N° 238 promulguant au Togo le décret du 20 mars 1930 modifiant le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 20 mars 1930 modifiant le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 20 mars 1930 modifiant le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930,
BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 127 B. de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 6 juillet 1904 modifiant le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial ;

Sur le rapport du ministre des colonies.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret susvisé du 6 juillet 1904 est modifié de la façon suivante pour ce qui concerne le personnel des sous-chefs de bureau des secrétariats généraux des colonies.

DÉSIGNATION DES SERVICES	1 ^{re} CATÉGORIE		2 ^e CATÉGORIE
	A	B	
Secrétariats généraux des colonies	»	»	Sous-chef de bureau (1). Sous-chef de bureau stagiaire.

(1) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.)

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de

la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
François PIÉTRI.

Frais de premier établissement des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies.

ARRÊTÉ N° 239 promulguant au Togo le décret du 20 mars 1930 complétant le décret du 15 octobre 1929 fixant la quotité de l'indemnité pour frais de premier établissement des Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des Colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 20 mars 1930 complétant le décret du 15 octobre 1929 fixant la quotité de l'indemnité pour frais de premier établissement des Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des Colonies ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 20 mars 1930 complétant le décret du 15 octobre 1929 fixant la quotité de l'indemnité pour frais de premier établissement des Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des Colonies.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930.
BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le décret du 15 octobre 1929 fixant la quotité de l'indemnité pour frais de premier établissement des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4^{er} du décret du 15 octobre 1929 susvisé est complété de la façon suivante.

« Les gouverneurs n'ayant jamais perçu d'indemnité pour frais de premier établissement et occupant à la date du présent décret un des postes énumérés ci-dessus qui, précédemment, ne conféraient pas le droit à cette indemnité, recevront, par mesure transitoire, une allocation de 4.000 fr. pour leur tenir compte des frais qu'ils ont assumés lors de leur installation. »

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*

de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

Organisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies.

ARRÊTÉ N° 235 promulguant au Togo le décret du 26 mars 1930 modifiant le décret du 5 août 1910 portant organisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 26 mars 1930 modifiant le décret du 5 août 1910 portant organisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 mars 1930 modifiant celui du 5 août 1910 portant organisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies.

Lomé, le 3 mai 1930.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 20 mars 1894 portant création du ministère des colonies ;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, modifié par les décrets du 7 mars 1913, 2 mai 1914, 16 décembre 1915, 1^{er} février 1919, 11 septembre 1920, 4 mai 1921, 27 juillet 1922, 27 novembre 1924, 19 mars 1926, 26 mars 1928, 22 avril 1928, 5 juillet 1928, 9 août 1928, 7 août 1929 et 28 décembre 1929 ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Le paragraphe VI de l'article 13 du décret du 5 août 1910 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit sur la désignation du gouverneur :

« Le secrétaire général de la colonie titulaire ou intérimaire, ou, à défaut, l'un des chefs d'administration ou de service désigné sur place par le gouverneur, président.

« Le chef du service des travaux publics titulaire ou intérimaire.

« Un membre du conseil privé ou du conseil d'administration de la colonie.

« Un fonctionnaire de l'ordre judiciaire,

« Et un fonctionnaire ou agent du même cadre et d'un grade supérieur ou égal (mais dans ce cas d'une ancienneté supérieure) à celui du fonctionnaire ou agent incriminé.

« Au cas où une désignation de ce genre ne serait pas possible, il pourrait être fait appel à un fonctionnaire de l'un quelconque des autres cadres des travaux publics et, à défaut, à un fonctionnaire d'une autre administration ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'inculpé et appartenant à la même catégorie. »

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

Attribution à certains personnels coloniaux de l'allocation exceptionnelle

ARRÊTÉ N° 236 promulguant au Togo le décret du 26 mars 1930 étendant à certains personnels coloniaux le bénéfice de l'allocation exceptionnelle attribuée aux fonctionnaires de l'Etat par le décret du 15 septembre 1928.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 26 mars 1930 étendant à certains personnels coloniaux le bénéfice de l'allocation exceptionnelle attribuée aux fonctionnaires de l'Etat par le décret du 15 septembre 1928 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 mars 1930 étendant à certains personnels coloniaux le bénéfice de l'allocation exceptionnelle attribuée aux fonctionnaires de l'Etat par le décret du 15 septembre 1928.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930.

BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

• Vu la loi du 30 juin 1928 portant ouverture de crédits pour l'attribution d'une allocation exceptionnelle aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret du 15 septembre 1928 attribuant une allocation exceptionnelle aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ;

Vu l'avis conforme du ministre du budget ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de l'allocation exceptionnelle prévue à l'article 1^{er} du décret du 15 septembre 1928 précité est étendu aux fonctionnaires des catégories ci-après, qui étaient présents dans les cadres au 1^{er} janvier 1928, et dont les traitements ou soldes ont été relevés à compter du 1^{er} janvier 1928, en exécution de la loi de finances du 27 décembre 1927 :

1^o Fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, pour le temps pendant lequel ils ont servi hors cadres, avec leur traitement de grade, dans une administration coloniale, au cours du 4^e trimestre 1927 ;

2^o Personnels coloniaux des cadres ci-après désignés :

a) Personnel de l'enseignement dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion — Instituteurs et institutrices (traitements relevés par décret du 23 septembre 1928) ;

b) Personnel de l'enseignement à la Guyane. — Instituteurs et institutrices (traitements relevés par décret du 13 octobre 1928) ;

c) Personnel du cadre général des travaux publics dans les colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. — Commis des travaux publics (traitements relevés par décret du 5 juillet 1928) ;

d) Personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine. — Sous-lieutenant de port (traitements relevés par décret du 5 juillet 1928) ;

ART. 2. — L'allocation sera attribuée dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 15 septembre 1928 précité.

Elle sera majorée du supplément colonial, pour les périodes où les bénéficiaires se seront trouvés dans les positions donnant droit à cette indemnité, au cours du 4^e trimestre 1927.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

François PIÉTRI.

Décret du 22 octobre 1928

ARRÊTÉ N° 237 promulguant au Togo le décret du 26 mars 1930 rapportant le décret du 22 octobre 1928 relatif au classement dans un service actif des personnels coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 26 mars 1930 rapportant le décret du 22 octobre 1928 relatif au classement dans un service actif des personnels coloniaux ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 mars 1930 rapportant le décret du 22 octobre 1928 relatif au classement dans un service actif des personnels coloniaux.

Lomé, le 3 mai 1930

BONNECARRIÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 9 juin 1843 sur les pensions civiles, notamment en son article 5 ;

Vu l'article III de la loi du 30 juin 1923 ;

Vu le décret du 22 octobre 1928 portant classement dans un service actif, pour l'application de l'article III de la loi du 30 juin 1923 des personnels civils des services coloniaux des colonies, pays de protectorat et territoires à mandat relevant du ministère des colonies ;

Vu le décret du 21 décembre 1928, portant règlement sur les limites d'âge des fonctionnaires et employés civils,

DECRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le décret du 22 octobre 1928 précité est et demeure rapporté.

Fait à Paris, le 26 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI

Ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène au Togo (Exercice 1929.)

ARRÊTÉ N° 241 promulguant le décret du 1^{er} avril 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance médicale indigène au Togo (Exercice 1929.)

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 1^{er} avril 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance médicale indigène au Togo (Exercice 1929) ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire le décret du premier avril 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance médicale indigène au Togo (Exercice 1929.)

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, Ordonnateur délégué du budget local est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925 ;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1929,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté pris, en conseil d'administration, le 28 janvier 1930, par le commissaire de la République au Togo et portant ouverture à divers chapitres du budget local et du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène, (exercice 1929), de crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 1.765.000 fr.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies.

François PIÉTRI.

ARRÊTÉ N° 62 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo et au budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance Médicale indigène, exercice 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1929 ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'urgence, sauf approbation ultérieure par décret ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Budget local du Togo et au Budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance

Médicale indigène, exercice 1929, les crédits supplémentaires suivants :

Chapitre 1,	article 2		25.000	
— II	— 1		25.000	
— II	— 2		50.000	75.000
— III	— 3		25.000	25.000
— V	— 2		25.000	
— V	— 3		30.000	
— V	— 4		125.000	
— V	— 11		350.000	530.000
— VII	— 5		50.000	50.000
— XI	— 1		60.000	
— XI	— 2		60.000	
— XI	— 3		40.000	
— XI	— 4		700.000	860.000
— XIII	— 3		30.000	30.000
— XIV	— 3		20.000	20.000
— XVII	— 1		100.000	100.000
				1.715.000

Budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance Médicale indigène.

Chapitre IV 50.000

ART. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits supplémentaires au moyen des ressources générales de l'exercice.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 28 janvier 1930.

BONNECARRÈRE.

Ouverture d'un crédit supplémentaire au budget annexe du chemin de fer du Togo. (Exercice 1929)

ARRÊTÉ N° 242 promulguant le décret du 1^{er} avril 1930 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au budget annexe du Chemin de fer du Togo (Exercice 1929).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du premier avril 1930 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au budget annexe du Chemin de fer du Togo (Exercice 1929) ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire le décret du premier avril 1930 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au budget annexe du Chemin de fer du Togo (Exercice 1929).

ART. 2. — Le Directeur du Service des Voies de Pénétration, Ordonnateur délégué du budget annexe du Chemin de fer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930.

BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1929,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 765 pris, en conseil d'administration, à la date du 30 décembre 1929, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture, au chapitre IV du budget annexe de l'exploitation du Chemin de fer et du Wharf exercice 1929 d'un crédit supplémentaire de 500.000 fr.

ART. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

ARRÊTÉ N° 765 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au Budget annexe du C.F.T. et du Wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des budgets du Togo exercice 1929;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sauf approbation ultérieure par décret;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre IV du Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf exercice 1929 « Dépenses des cessions et fabrications » un crédit supplémentaire de 500.000 francs.

ART. 2. — Ce crédit supplémentaire sera alimenté par les ressources générales de l'exercice 1929.

ART. 3. — Le Directeur des Voies de pénétration et du Wharf, Ordonnateur-délégué est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1929.

BONNECARRÈRE

Paris, le 29 mars 1930.

MINISTÈRE DES COLONIES

N° 36 a. —

Notification du décret
du 10 mars 1930 (Statut des Secrétariats Généraux).

LE MINISTRE DES COLONIES

à Messieurs les Gouverneurs Généraux, Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République Française dans les Territoires du Cameroun et du Togo.

Le Journal Officiel de la République Française a publié le 14 mars 1930 un décret du 10 du même mois modifiant les conditions de recrutement du personnel des sous-chefs de bureau des Secrétariats Généraux des colonies.

A la suite de l'enquête à laquelle le Département a procédé auprès des Chefs de colonie sur la situation du personnel de ce cadre, il est apparu que des mesures devaient être prises pour assurer avec toutes les garanties nécessaires le recrutement de ce personnel, qui est plus spécialement appelé à servir dans nos anciennes colonies.

Or, le petit nombre de commis et de commis principaux des cadres locaux de ce service qui affrontent les épreuves du concours de sous-chef, est devenu aujourd'hui notablement insuffisant pour permettre une sélection rigoureuse des fonctionnaires à recevoir dans les emplois supérieurs.

C'est à cet état de chose que le nouveau décret vise à porter remède, en élargissant le collège des candidats à admettre au concours de sous-chef de bureau et en appelant à y participer tous les personnels locaux des colonies intéressées offrant des garanties de connaissances générales et d'expérience administrative égales, et tous les candidats pourvus d'une licence.

Je vous serais obligé d'en assurer la promulgation dans la colonie que vous administrez et d'attirer sur ces dispositions l'attention des agents placés sous votre autorité.

Signé : PIÉTRI

PERSONNEL EUROPÉEN

Promotions.

Corps de Santé des Troupes Coloniales

Armée active.

Par décret du 22 mars 1930 ont été promus dans le corps de Santé des Troupes Coloniales, aux grades ci-après et par décision ministérielle du même jour ont été maintenus dans leur affectation actuelle.

Médecin-Capitaine

(Pour prendre rang du 26 mars 1930)

2^{me} tour (choix et à défaut, 3^{me} tour ancienneté)

M. RABOISSON (Pierre Louis), médecin-lieutenant en service au Togo.

1^{er} tour (ancienneté)

M. OBRU (Marcel-Jean Etienne) médecin-lieutenant en service au Togo.

Nomination

Par décret du :

30 mars 1930. — M. MOQUAY (Marie Armand Albert), sous-lieutenant de port de 1^{re} classe, est nommé par application de la loi du 19 mars 1928 (art. 32)

Lieutenant de port de 3^{me} classe

à compter du 1^{er} juillet 1928 (conserve un reliquat d'ancienneté de 2 ans 11 mois) pour continuer ses services au Togo.

Session du certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales

Par arrêté du Ministre des colonies en date du 29 mars 1930 la deuxième session de l'examen spécial pour l'attribution du «Certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales» sera ouverte au Ministère des colonies le 3 juillet 1930.

NATURALISATION.

Par décret du 27 mars 1930 est admis à jouir des droits de citoyen français (loi du 25 mars 1915) GBEDEY (Robert Kpanou Kouakou Achille) Employé d'Administration, né le 22 décembre 1898 à Grand-Popo (Dahomey) demeurant à Lomé (Togo).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circonscriptions administratives

ARRÊTÉ N° 212 portant création d'un canton, dit canton de « Takpamba » dans le Cercle de Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;
Sur la proposition du Commandant du Cercle de Mango ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les villages suivants du Cercle de Mango sont groupés en un nouveau canton dit «canton de Takpamba».

Takpamba
Diendialébossou
Bombaradji
Namougou
Boré
Nangbassi
Oungpé
Teramboum
Kadjabambal

ART. 2. — Le nommé BAPIRI est nommé Chef du canton de Takpamba.

ART. 3. — Le Commandant du Cercle de Mango est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1930.

BONNECARRÈRE.

Chambre de Commerce

ARRÊTÉ N° 215 approuvant les opérations électorales pour le renouvellement de la Chambre de Commerce du Togo en 1930.

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entend ;

Sont approuvées les opérations électorales qui ont eu lieu à Lomé les 6 et 20 avril 1930 pour le renouvellement de la Chambre de Commerce du Togo.

Sont élus membres de la dite Chambre :

1° — Membres Français :

a) — *titulaires :*

M.M. LASSERRE, Agent Général de la S. G. G. G.
EYCHENNE, Agent des Etablissements Lecomte
DOL, Agent de la Cie. F. A. O.
BERTHOLET, Agent de la C. I. C. A.
ADANI, Agent de la S. C. O. A.

b) — *suppléants :*

M.M. GAZEL, Agent de la C. G. C. A.
MAILIER, Agent de la S. T. A. O.
GIB, Agent de la B. F. A.

2° — Membres étrangers de nationalité européenne :

a) — *titulaires :*

MM. DESYLLA, Agent de la Société G. B. Ollivant
ABENSUR, Agent de l'United Africa C^o
PERKINS, Agent de la Maison J. Holt

b) — *suppléants :*

M.M. EUTING, Agent de la Bremer Factorei
PHILIPPEAU, Agent de la Maison Walkden

3° — Membre des pays placés sous mandat A. Français :

M. J. WILLIAMS, commerçant à Lomé.

4° — Membre des pays placés sous mandat B. Français :

M. OLYMPIO, Commerçant à Lomé.

Enseignement

ARRÊTÉ N° 221 créant une mutuelle scolaire à l'école rurale d'Amlamé et lui allouant une subvention de trois cents frs.

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à l'école d'Amlamé (Atakpamé) une mutuelle scolaire dépendant de l'école d'Amlamé.

ART. 2. — Une subvention de trois cents francs imputée sur les crédits du Chapitre XIII — article 1^{er} — paragraphe 7 du Budget local de l'exercice 1930, est accordée à la dite mutuelle scolaire.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général, le Chef du Service de l'Enseignement et l'Administrateur Commandant le Cercle d'Atakpamé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 15 avril 1930.

Contributions directes

ARRÊTÉ N° 222 approuvant et rendant exécutaires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929.

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPOTS	MONTANT
		Impôt personnel Indigène	
381	Atakpamé	3 ^{me} Rôle supplémentaire	160.00
382	—	Rachat des prestations	
382	—	3 ^{me} Rôle supplémentaire	64.00
		Assistance médicale indigène	
383	—	3 ^{me} Rôle supplémentaire	96.00

La date de mise en recouvrement est fixée au 23 avril 1930.

ARRÊTÉ N° 223 approuvant et rendant exécutaires divers rôles afférents à l'exercice 1930.

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1930 détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPOTS	MONTANT
		Population flottante	
107	Lomé (Tsévié)	Rôle suppl. 1 ^{er} trimestre	120.00
		Patentes	
		Centimes Additionnels	Principal
108	—	Rôle suppl. 1 ^{er} trimestre	2.432,30
		Armes	
109	Atakpamé	Rôle primitif.	840.00

La date de mise en recouvrement est fixée au 23 avril 1930

Réorganisation de la Garde Indigène

ARRÊTÉ N° 226 réorganisant la Garde Indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 22 du Pacte de la Société des Nations ;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des Forces de Police dans les Territoires à mandat ;

Vu l'arrêté n° 435 du 1^{er} août 1927 portant réorganisation de la Garde Indigène et ensemble, les arrêtés nos 403 — 12 juillet 1928 et 32 du 19 janvier 1929 le modifiant ;

Sur la proposition du Capitaine Commandant des Forces de Police ;

ARRÊTE .

ARTICLE PREMIER. — La Garde Indigène du Togo assure sous l'autorité du Commissaire de la République, la police intérieure du Territoire.

TITRE PREMIER.**Hiérarchie — Effectifs — Répartition — Commandement**

ART. 2. — La hiérarchie du personnel indigène de la Garde Indigène et la proportion maxima des grades et classes s'établit comme suit :

HIÉRARCHIE DES GRADES	PROPORTION OU NOMBRE PAR GRADE OU CLASSE.
<i>Garde stagiaire</i>	
Garde de { 2 ^{me} classe	30%
1 ^{re} classe	
Caporal	8%
Caporal-Chef	7%
Sergent	4%
Sergent-Chef	3,5%
Adjudant	4
Adjudant-Chef	3
	} pour l'ensemble de la Garde Indigène.

ART. 3. — La répartition de la Garde Indigène par peloton ou détachement est déterminée comme suit :

DÉNOMINATIONS DES PELOTONS OU DÉTACHEMENT	STATIONNEMENT	AUTORITÉS AYANT LE COMMANDEMENT DIRECT DES ÉLÉMENTS (2)	OBSERVATIONS
Centre d'Instruction des Forces de Police	Lomé (1)	Capitaine Commandant les Forces de Police.	(2) Dans toute l'étendue que ce terme comporte au triple point de vue de l'instruction, de l'Administration, de la discipline.
Peloton de Lomé	Lomé	Ad. Ct. Cercle	
Détachement de Police	Lomé	Cre. Police	(1) Pour tous les éléments stationnés à Lomé, l'instruction est dirigée par le Commandant des Forces de Police.
Peloton d'Anécho	Anécho	Ad. Ct. Peloton	
— de Klouto	Klouto	—	
— d'Atakpamé	Atakpamé	—	
— de Sokodé	Sokodé	—	
— de S/Mango	S.Mango	—	
— du Chemin de fer du Nord	Chantier du Ch. Fer	Directeur T.N.	

L'effectif de chaque peloton ou détachement est fonction des nécessités du service.

Il est fixé chaque année par le Commissaire de la République sur le vu des demandes motivées adressées, pour le 1^{er} janvier par les Commandants de pelotons ou de détachements.

ART. 4. — Les autorités envisagées peuvent déléguer tout ou partie de leur commandement tout en restant dans tous les cas, directement responsables.

ART. 5. — Outre la constitution de renforts éventuels, le Centre d'Instruction des Forces de Police est chargé :

- de l'instruction des recrues;
- de la formation des gradés;
- de la remise à l'instruction des gardes dont la formation a été reconnue insuffisante soit par les Commandants de Pelotons ou de détachements soit au cours des inspections du Commissaire de la République ou du Capitaine d'Infanterie Coloniale délégué à cet effet et dénommé : Commandant des Forces de Police du Togo.

Cet officier est assisté dans ces fonctions, de trois Sous-Officiers d'Infanterie Coloniale Hors Cadres

- 1 Comptable
- 1 Chef de Section de Sokodé.
- 1 Instructeur.

Il tient la matricule, les contrôles et le fichier des Forces de Police, il a la gestion des magasins centraux d'habillement, d'équipement, de campement, d'armement, de munitions des Forces de Police.

Il propose au Commissaire de la République toutes les mesures de nature à améliorer l'organisation et le fonctionnement des Forces de Police. Il inspecte, au moins une fois par an, les pelotons, détachements, fraction de poste d'après un programme approuvé par le Commissaire de la République et s'assure que ses directives sont strictement appliquées.

Toute correspondance entre le Commandant des Forces de Police et les Commandants de pelotons ou détachements et vice-versa est adressée sous couvert du Commissaire de la République.

TITRE II.

Recrutement — Durée des services — Licenciements

ART. 6. — Le recrutement des agents de la Garde Indigène a lieu exclusivement par voie d'engagements de 3 ans prononcés par arrêté du Commissaire de la République et souscrits par les volontaires originaires du Togo présentés par le Capitaine Commandant les Forces de Police.

ART. 7. — Les candidats adressent verbalement ou par écrit leurs demandes aux représentants de l'Administration locale; ceux-ci sont chargés :

- soit de les faire visiter sur place au point de vue de l'aptitude physique;

— soit de les faire diriger sur le Chef lieu de la Circonscription où se trouve un médecin de l'Administration.

— Si ce premier examen ne constate pas l'aptitude physique à servir dans les Forces de Police, l'intéressé est renvoyé dans ses foyers sans indemnités.

— Si le volontaire est reconnu apte, avis en est donné au Commissaire de la République à qui sont adressés :

le certificat médical } de l'intéressé.
l'état civil }

Le Commissaire de la République accepte ou ajourne la candidature suivant qu'il existe ou non de vacances.

En cas d'ajournement notifié aux autorités intéressées par Télégramme-lettre, le volontaire est inscrit sur un contrôle «*ad hoc*» tenu :

— à Lomé, par le Commandant des Forces de Police pour tous les volontaires;

— à Sokodé, par le Commandant de la Section de Milice, pour les volontaires signalés par les Administrateurs de cercle de Sokodé et de Mango.

Le candidat ajourné reçoit, s'il y a lieu, une indemnité de déplacement calculée à raison de un franc par 15 kilomètres parcourus tant à l'aller qu'au retour.

En cas d'acceptation prononcée par décision du Commissaire de la République notifiée aux autorités intéressées, le volontaire est dirigée :

— sur la Compagnie de Milice de Sokodé si l'intéressé a été signalé par l'un des Administrateurs des Cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé;

— sur la Compagnie de Milice de Lomé si l'intéressé a été signalé par l'un des Administrateurs de cercle de Sokodé et de Mango et n'a jamais fait de service dans les troupes régulières. Dans le cas contraire, l'ancien tirailleur est dirigé directement sur Lomé.

L'admission des volontaires dans les Forces de Police a lieu dans les conditions suivantes :

1^{re} — l'intéressé a fait du service dans les troupes régulières; il est admis :

à un stage d'instruction de 3 mois en qualité de garde stagiaire s'il a été libéré comme tirailleur de 2^{me} classe;

comme garde de 2^{me} classe s'il a été libéré comme tirailleur de 1^{re} classe;

comme garde de 1^{re} classe s'il a été libéré comme caporal;

comme caporal s'il a été libéré comme sergent;

comme caporal chef s'il a été libéré comme adjudant;

2^o — l'intéressé n'a pas fait de service dans les troupes régulières :

Il est admis à un stage de transition d'une durée de 3 mois au maximum à l'issue duquel il peut être admis au Centre d'instruction de Lomé.

Les candidats autorisés à suivre le stage d'instruction subissent, après trois mois de stage, un examen théorique et pratique à l'issue duquel sont désignés les volontaires susceptibles d'être définitivement admis dans les Forces de Police. Ceux-ci sont alors autorisés à contracter un engagement minimum de 3 ans pour compter du jour de leur admission, soit au stage d'instruction, soit au stage de transition.

L'âge limite, connu ou apparent, au-delà duquel le premier engagement ne pourra être reçu est fixé à 30 ans.

Les volontaires définitivement incorporés dans les Forces de Police, mariés régulièrement et ayant un ou plusieurs enfants légitimes avant leur admission, peuvent être autorisés à se faire rejoindre par leur famille.

Leur demande, appuyée des pièces justificatives, est soumise par le Capitaine Commandant les Forces de Police, à la décision du Commissaire de la République.

Sur le vu de l'autorisation, le Chef de subdivision de résidence de la femme, délivre à celle-ci une feuille de route mentionnant :

le nom du garde ou du milicien ;

le lieu où il se trouve en service ;

le numéro et la date de la décision autorisant la famille à rejoindre son Chef ;

l'état civil de la famille ;

les droits aux tarifs spéciaux prévus par les arrêtés nos 416 du 4 octobre 1926 et 28 du 17 janvier 1927.

ART. 8. — Les rengagements ne sont prévus que pour les gardes bien notés et reconnus physiquement aptes. Ils sont reçus pour une période de 3 ans ou de 5 ans.

Toute demande de rengagement appuyée d'un certificat médical constatant l'aptitude intégrale de l'intéressé à faire campagne devra être transmise au Commissaire de la République après avis du Commandant de Peloton et du Capitaine Commandant les Forces de Police sur la manière habituelle de servir de l'intéressé.

Durée des services.

ART. 9. — La durée des services au-delà de laquelle les gardes ne peuvent être maintenus qu'exceptionnellement est fixée comme suit :

GRADES	DURÉE MAXIMA DES SERVICES	OBSERVATIONS
Gardes et Caporaux . .	15 ans	Le temps passé dans les troupes régulières sera décompté dans la durée des maxima ci-contre, sans qu'il puisse dépasser 5 ans. Les services effectués dans l'Administration allemande seront décomptés dans les mêmes conditions.
Sergents . .	20 ans	
Adjudants et Adjudants-Chefs . .	25 ans	

Licenciements

ART. 10. — Les licenciements sont prononcés par le Commissaire de la République :

a) pour fin de contrat

b) pour suppression d'emploi, réduction d'effectif, pour inaptitude physique dont la cause n'est pas spécifiquement imputable au service.

c) pour fin de service ou pour inaptitude physique dont la cause est spécifiquement imputable au service.

TITRE III.

Discipline

Le personnel indigène de la Garde Indigène est soumis aux règles de discipline ci-après :

Récompenses.

ART. 11. — Les gardes sont récompensés de leur esprit de discipline, de leurs travaux et de leurs services, par :

1^o — Les félicitations verbales ou écrites, les citations à l'ordre de la Garde ou des Forces de Police données par les Commandants de pelotons, le Commandant des Forces de Police ou par le Commissaire de la République.

2^o — Les congés ou les permissions.

3^o — Les gratifications, primes de prises attribuées suivant le cas par le Commissaire de Police, le Commissaire de la République.

4^o — L'avancement en classe et en grade prononcé par le Commissaire de la République sur le vu des propositions établies par les Commandants de pelotons et de détachements, dans les conditions fixées par la Circulaire n° 936 du 30 juillet 1926 et classées par une commission désignée par le Commissaire de la République.

5^o — L'autorisation du port des aiguillettes rouges donnée par le Commissaire de la République, sur la proposition des Commandants de pelotons et de détachements adressée avec les propositions d'avancement.

6^o — Attribution, en fin de contrat, d'un certificat de bonne conduite délivré par le Commissaire de la République.

Congé — Permission

ART. 12. — Toute absence autorisée égale ou supérieure à 15 jours prend le nom de congé.

Toute absence autorisée inférieure à 15 jours prend le nom de permission.

Les congés et les permissions constituent toujours une faveur :

1° — des congés avec solde à raison de 15 jours par an peuvent être accordés par décision du Commissaire de la République sur proposition des Commandants de pelotons et après avis du Commandant des Forces de Police.

Les congés pourront être reportés d'une année sur l'autre sans que toutefois ce cumul puisse avoir pour effet de faire bénéficier l'intéressé d'un congé d'une durée supérieure à 2 mois.

2° — Des permissions avec traitement peuvent être accordées par les Commandants de peloton jusqu'à concurrence de 8 jours, sous réserve d'en rendre compte au Commissaire de la République, et au delà de cette durée jusqu'à concurrence de 15 jours, par décision du Commissaire de la République.

La durée de ces permissions vient en déduction du congé annuel de 15 jours visé ci-dessus.

3° — Des congés pour maladie peuvent être également accordés dans les conditions fixées à l'article 14 de l'arrêté n° 340 du 23 juin 1928.

Punitions.

ART. 13. — Les punitions qui peuvent être infligées aux gardes suivant leur grade et la faute commise sont :

Garde de 1^{re} et 2^{me} classe.

- 1° Tours de service et corvées supplémentaires;
- 2° La consigne au quartier;
- 3° La salle de police;
- 4° La prison, avec ou sans retenue de solde;
- 5° La cellule;
- 6° Le renvoi de la 1^{re} à la 2^{me} classe;
- 7° La révocation.

Caporaux et caporaux-chefs.

- 1° La consigne au quartier;
- 2° La prison, avec ou sans retenue de solde;
- 3° La cellule;
- 4° La rétrogradation;
- 5° La cassation;
- 6° La révocation.

Sergents — sergents-chefs — Adjoints adjoints-chefs.

- 1° Avertissement du Commandant de peloton ou du détachement;
- 2° Les arrêts simples;
- 3° Les arrêts de rigueur avec ou sans retenue de solde;
- 4° Les arrêts de rigueur avec retenue de solde et réprimande du Commissaire de la République;

5° La rétrogradation;

6° La cassation;

7° La révocation.

Les punitions de prison, les arrêts simples ou de rigueur, avec ou sans retenue de solde, sont infligées par les Commandants de peloton ou de détachement sans que leur durée puisse dépasser 8 jours.

Les punitions envisagées, supérieures à 8 jours sont infligées par le Commissaire de la République, sur proposition et avis des Chefs hiérarchiques.

La rétrogradation, la cassation et la révocation sont prononcées par le Commissaire de la République sur rapport motivé du Commandant de peloton et après avis du Commandant des Forces de Police.

ART. 14. — Les gardes coupables de crime ou de délit de droit commun sont justiciables des tribunaux indigènes tels qu'ils sont déterminés par le décret du 22 novembre 1922, article 34, affaires réservées.

Toute condamnation entraîne, de droit, la révocation.

La procédure à suivre en cas de désertion fait l'objet de la Circulaire n° 913 en date du 27 juillet 1926.

TITRE IV.

Soldes — Primes — Indemnités

ART. 15. — Les soldes, primes et indemnités sont allouées ou accordées dans les conditions fixées par arrêté spécial commun à tous les agents des Forces de Police.

TITRE V.

Habillement — Equipement — Campement.

Armement — Munitions.

ART. 16. — Les gardes entrant dans la Garde Indigène sont uniformément dotés, au point de vue de l'habillement, de l'équipement, du campement et de l'armement, à l'exception des gardes détachés à la police de Lomé qui ne sont pas organiquement dotés du mousqueton.

La dotation individuelle ou collective des divers effets ou objets envisagés ci-dessus, ainsi que la durée théorique de chacun d'eux, s'établit comme suit :

A. — Habillement.

1 culotte toile blanche	1 an
3 culottes toile kaki	1 an
1 culotte drap bleu	2 ans
3 paire jambières toile kaki	1 an
1 paire molletière drap bleu	1 an
1 paletot drap bleu ou drap rouge	4 ans
2 tricot de coton	1 an

1 paire bretelles pantalon	1 an
2 mouchoirs de poche	1 an
3 paletots kaki	1 an

B. — *Galons et attributs.*

Adjudant-Chef	}	à la promotion
Adjudant		2 paires, puis,
Brigadier-Chef		1 paire par an.
Brigadier		
Garde de 1 ^{re} classe	}	ne sont remplacées qu'après condam- nation.
1 soutache clairon		
2 étoiles		
3 croissants avec étoiles		

C. — *Coiffure et chaussure.*

2 chéchias	1 an
1 couvre chéchia	1 an
1 glan chéchia	1 an
1 paire sandale ou brodequins	3 ans

D. — *Équipement.*

1 bretelle mousqueton	}	ne sont pas remplacés.
1 bretelle suspension		
3 crochets suspension		
1 ceinturon adjudant ou		
1 ceinturon cavalerie ou		
1 ceinturon revolver ou		
1 ceinturon ordinaire		
3 cartouchières ordinaires ou	}	qu'après con- damnation.
1 cartouchière pistolet ou		
1 étui revolver		
1 coupe-coupe		
1 étui coupe-coupe		
1 lanière revolver ou pistolet		
1 dragone		
1 porte sabre baïonnette		

E. — *Accessoires d'équipement.*

1 cordon clairon	2 ans
2 étuis musettes ordinaires	2 ans
1 boîte à graisse	4 ans
1 brosse à bouton	2 ans
1 sac à brosse	4 ans
1 brosse à armes	2 ans
1 brosse à habit	2 ans
1 brosse à laver	1 an
1 quart	4 ans
1 patience	2 ans
1 sac marin	4 ans
2 serviettes	1 an
1 trousse individuelle garnie	3 ans
18 boutons cuivre	4 ans
10 boutons blancs	1 an

F. — *Campement.*

1 couverture	2 ans
1 bidon 2 litres	} remplacés après condamnation.
1 courroie	
1 enveloppe	

G. — *Armement.*

L'armement des gardes comprend, suivant le grade et la fonction.

- le revolver 1892 : Adjudants et Adjud.-Chefs ;
- le mousqueton 1892 — 1916 } tous autres gardes.
- avec sabre baïonnette }

H. — *Munitions.*

La circulaire n° 633 en date du 12 avril 1927 règle les détails du service des munitions sur le Territoire du Togo.

TITRE VI.

Administration.

ART. 17. — L'Administration des Forces de Police comprend la tenue des documents ci-après :

a) dans tous les pelotons ou détachements :

1^o — Livret individuel sur lequel sont portés tous les événements professionnels du garde ou pouvant faire connaître ses droits (mutations, avancements, punitions, récompenses, tirs, notes, distributions d'effets, armement, équipement, situation de famille etc.) et s'il y a lieu, le relevé succinct de ses services dans les troupes régulières.

2^o — Contrôle des déserteurs tenu par les Commandants de cercle dans les conditions fixées par la Circulaire 913 du 27 juillet.

3^o — Tour de service des gardes en service à Lomé prévu par l'arrêté n° 385 du 17 septembre 1926 et son Instruction d'application 1155 B M du 4 octobre 1926.

4^o — Cahier de visite sur lequel est mentionné la date, le nom du garde malade, le diagnostic du Médecin.

5^o — Cahier de punitions sur lequel sont portés tous les motifs des punitions infligées aux gardes.

6^o — Le contrôle de l'armement.

7^o — Le carnet de comptabilité et les différents documents faisant l'objet de l'Instruction 611 et de la Circulaire 633 en date des 8 et 12 avril 1927 relatives au service des munitions au Togo.

8^o — Le contrôle des permissions et congées où sont mentionnés toutes les permissions de courte ou de longue durée et les congés accordés.

9^o — Le registre de comptabilité (Finances).

10° — Les relevés des distributions d'effets.

11° — Le cahier des mutations qui sert à enregistrer au fur et à mesure qu'ils se produisent tous les changements de position de gardes.

Outre les documents ci-dessus, le Commandant des Forces de Police détient :

La fiche matricule de chaque garde sur laquelle sont mentionnés : mutations, avancement, promotions, punitions, notes, et s'il y a lieu, les services effectués par l'intéressé dans les troupes régulières françaises ou étrangères ;

La matricule des Forces de Police ;

Le fascicule d'état civil sur lequel sont mentionnés : mariage, naissance, décès, concernant chaque agent.

Les actes d'engagements et de rengagements souscrits par les gardes ;

le fichier d'affectation, de position, matriculaire et alphabétique des anciens gardes et tirailleurs, originaires du Togo ;

le livre journal des entrées et sorties des magasins centraux d'habillement, d'équipement, de campement, d'armement des Forces de Police ;

un registre d'entrée et sortie pour chacune des rubriques ci-dessus.

Pièces périodiques

Cet Officier centralise les renseignements suivants à l'aide de pièces périodiques adressées par les Commandants de peloton :

a) trimestriellement.

situation d'effectif nominative et numérique, indiquant succinctement le ou les emplois remplis ;

rapport sommaire, sur la tenue, l'instruction, les tirs, l'utilisation des gardes, besoins autres que ceux relatifs à l'habillement etc. (à insérer dans le rapport trimestriel).

b) semestriellement. (1^{er} juin, 1^{er} décembre).

situation d'habillement ;

— d'équipement ;

— de campement ;

— d'armement ;

— de munitions (extrait de carnet de comptabilité prévu par l'instruction 611 du 8/4/1927).

Liste des gardes par grade, et dans chaque grade, par ancienneté de présence au peloton ;

Proposition pour l'avancement (Circulaire N° 936 du 30/7/26) ;

relevé de notes.

Demande d'effets.

c) éventuellement.

Duplicatum de tous actes d'état civil concernant les gardes.

ART. 18. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} mai 1930 ; il abroge tous les documents antérieurs concernant la Garde Indigène qui ne sont pas mentionnés dans le présent texte.

ART. 19. — L'Ordonnateur délégué, le Commandant des Forces de Police, les Administrateurs et Chefs de Service Commandants de pelotons sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 26 avril 1930.

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ N° 227 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des agents des Forces de Police (Gardes indigènes et Miliciens).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des Forces de Police dans les Territoires à mandat ;

Vu l'arrêté n° 435 du 1^{er} août 1927, réorganisant la Garde indigène ;

Vu l'arrêté n° 553 du 12 octobre 1927, portant organisation de la Compagnie de Milice et n° 403 du 12 juillet 1928 le modifiant ;

Sur la proposition du Capitaine Commandant les Forces de Police ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes, primes et indemnités à allouer aux agents des Forces de Police sont fixées comme suit :

Soldes.

a) Solde de présence.

Les taux de la solde de présence, dans chaque grade ou classe sont les suivants :

(Voir tableau page 265.)

b) Solde d'absence.

La solde d'absence est égale à la moitié de la solde de présence.

c) Indemnités.

Les indemnités se répartissent comme suit :

1° — Indemnité de cherté de vie

2° — Indemnité spéciale du Togo

3° — Indemnité de charges de famille

4° — Indemnité de déplacement.

Le taux de ces indemnités est le même que celui fixé pour les autres cadres subalternes du Togo.

5° — Indemnité de monture égale à l'indemnité de bicyclette.

TABLEAU DES SOLDES (1)

Echelons de SOLDES		G R A D E S																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
		ADJUDANT CHEF						ADJUDANT						SERGENT CHEF						SERGENT						CAPORAL CHEF						CAPORAL						1 ^{re} CLASSE						2 ^{me} CLASSE																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
		par an			par mois			par jour			par an			par mois			par jour			par an			par mois			par jour			par an			par mois			par jour			par an			par mois			par jour																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											

(1) NOTA. — Dans ces soldes, sont comprises les indemnités de haute-paie qui se trouvent, par suite, supprimées,

d) *Primes.*

1° — primes d'engagement et de rengagement.

2° — primes de licenciement fixées dans les conditions définies ci-après :

ART. 2. — Mode d'allocation.

Les soldes, indemnités et primes ci-dessus sont allouées dans les conditions suivantes :

a) *En position de présence* qui est celle de tout garde ou milicien :

en service dans son poste ou déplacé à l'occasion du service ou en permission d'une durée égale ou inférieure à 8 jours. Dans cette position, le garde ou milicien a droit à la solde de présence ;

aux diverses indemnités prévues ci-dessus, variables suivant l'ancienneté et la position de famille de l'intéressé.

L'indemnité de monture est allouée dans les Cercles de Sokodé et Mango aux gardes désignés par le Commandant de Cercle dans la proportion du 1/3 de l'effectif du peloton.

Elle est payable mensuellement sur le vu d'un certificat du Commandant de peloton constatant que l'agent est régulièrement pourvu d'une monture.

b) *En position d'absence régulière* qui est celle du garde ou milicien :

en congé d'une durée supérieure à 8 jours sans pouvoir dépasser 30 jours, délais de route non compris.

Dans cette position, l'intéressé a droit :

1° — à la solde de présence ;

2° — à l'indemnité spéciale du Togo calculée sur la solde intégrale de présence ;

3° — à l'indemnité de cherté de vie ;

4° — à l'indemnité de charges de famille ;

5° — l'indemnité de monture est allouée, s'il y a lieu, à l'agent qui remplace le garde en permission.

Les indemnités 2°) et 3°) sont supprimées si le congé est pris hors du Territoire.

c) *En position de punition de prison ou d'arrêt de rigueur avec retenue de solde.*

L'agent puni a les mêmes droits que le garde (ou milicien) en position d'absence régulière (voir paragraphe b).

Les retenues sont opérées sur la solde de présence et l'indemnité spéciale du Togo.

d) *En position de punition de prison ou d'arrêt de rigueur sans retenue de solde.*

Le garde (ou milicien) a les mêmes droits que l'agent en position de présence.

e) *En position de congé supérieur à 30 jours, délais de route non compris mais inférieur à 2 mois.*

Dans cette position, le garde (ou milicien) a droit à la solde d'absence et aux mêmes indemnités qu'au paragraphe b) ci-dessus.

f) *En position de congé supérieur à 2 mois, délais de route non compris, d'absence illégale, de désertion, en prévention de jugement pour délit de droit commun.*

1°) En position de congé supérieur à 60 jours, délais de route non compris, d'absence illégale, de désertion ;

Dans cette position il n'est alloué ni solde ni indemnité.

2°) *En prévention de jugement pour délit de droit commun :*

Si le garde (ou milicien) était en activité de service au moment de son arrestation, il reçoit jusqu'au jour inclus où la décision judiciaire rendue à son égard est devenue définitive la moitié de la solde de présence sans accessoires.

En cas d'acquiescement ou d'ordonnance de non lieu l'intéressé est rappelé du surplus de sa solde, selon sa position antérieure d'activité pour tout le temps pendant lequel il a été détenu ; s'il est condamné, il n'a droit à aucun rappel.

Dans ce dernier cas, si la condamnation n'entraîne pas la perte du grade ou de l'emploi, le garde (ou milicien) perd droit à toute solde pendant la durée de l'emprisonnement en exécution du jugement.

Si la condamnation entraîne la perte du grade ou de l'emploi, le garde (ou milicien) cesse d'avoir droit à tout traitement à partir du jour où le jugement est devenu définitif.

Le garde (ou milicien) en position de congé sans solde, d'absence illégale ou de désertion au moment de son arrestation ne peut prétendre à aucun traitement soit pendant la durée de son emprisonnement soit à titre de rappel en cas d'acquiescement.

Les cas d'espèce non prévus par le présent article sont soumis à la décision du Commissaire de la République, les intéressés étant payés, sans retard, comme étant en position de présence.

g) *En position de congé pour maladie :*

Les congés de cette espèce sont soumis aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté N° 340 du 23 juin 1928 sauf en ce qui concerne le droit à la solde. Ces congés comportent le bénéfice de la solde de présence pendant toute leur durée si l'affection qui les a motivés est déclarée attribuable au service. Dans le cas contraire, ils ne comportent plus au-delà du deuxième mois que l'attribution de la solde d'absence.

h) *En position de garde (ou milicien) stagiaire.*

Dans cette position, le garde (ou milicien) stagiaire a droit à la même solde et indemnité que les gardes (ou miliciens) de 2ème classe, à l'exception des indemnités pour charges de famille. La femme et les enfants ne sont autorisés à rejoindre le chef de famille qu'après incorporation définitive du stagiaire.

Primes.

a) *d'engagement.*

Les primes d'engagement sont uniformément fixées à 100 francs payables à la signature du contrat ;

b) *rengagement.*

de 3 ans — prime 150 francs.

de 5 ans — prime 250 francs.

c) *de licenciement.*

1° — Licenciement pour suppression d'emploi ou réduction d'effectif.

Le personnel licencié reçoit une indemnité de licenciement égale à 2 mois de solde de présence.

2° — Licenciement pour fin de service ou pour inaptitude physique dont la cause est spécifiquement imputable au service.

- | | | |
|-----------------------------------|---|--|
| a) Gardes
ou
Miliciens | { | 1 ^{re} classe : 1 prime unique de 1.500 frs. ou |
| | | 2 ^{re} classe : 6 primes annuelles de 300 frs. |
| b) Brigadiers
ou
Caporaux | { | 1 ^{re} classe : 1 prime unique de 1.800 frs. ou |
| | | 2 ^{re} classe : 6 primes annuelles de 350 frs. |
| c) Brig. Chefs
ou
Sergents | { | 1 ^{re} classe : 1 prime unique de 2.100 frs. ou |
| | | 2 ^{re} classe : 6 primes annuelles de 400 frs. |
| d) Adjudants
ou
Adjts-Chefs | { | : 1 prime unique de 2.400 frs. |
| | | : 6 primes annuelles à 450 frs. |

Les primes de licenciement pour fin de service ne sont allouées qu'aux agents ayant accompli, en une ou plusieurs fois, dans les Forces de Police exclusivement :

a) 10 ans de service pour les gardes, miliciens de 1^{re} ou 2^{me} classe et les caporaux ou caporaux chefs.

b) 15 ans de service pour les sergents, sergents chefs, adjudants et adjudants chefs.

Les primes b), c), d), ne sont acquises que si les intéressés réunissent deux ans d'ancienneté dans le grade envisagé.

Dans le cas contraire il est dû l'indemnité immédiatement inférieure.

Toutefois, les gardes (ou miliciens) licenciés pour fin de service peuvent être autorisés, s'ils sont reconnus aptes, à continuer leur service pour parfaire l'ancienneté de grade ci-dessus exigée.

L'indemnité de licenciement est supprimée pour les agents qui, licenciés pour inaptitude physique dont la cause est spécifiquement imputable au service, auront obtenu un emploi de même catégorie dans les conditions fixées par l'article 14 de l'arrêté du 23 juin 1928.

Les primes de licenciement ne sont pas reversibles.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté abrogent celles des arrêtés antérieurs, en ce qui concerne la solde et les accessoires de solde alloués aux agents des Forces de Police, elles entreront en vigueur à compter du 1^{er} mai 1930.

ART. 4. — L'Ordonnateur Délégué, le Commandant des Forces de Police et les Commandants de Peloton sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 26 avril 1930.

BONNECARRÈRE.

Enseignement.

ARRÊTÉ N° 233 modifiant l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions

et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 de l'arrêté du 28 juin 1928 fixant les épreuves du certificat d'études primaires est modifié.

Une épreuve d'éducation physique aura lieu pour les garçons à la suite des épreuves orales. Les points de ces 2 séries d'épreuve se totaliseront.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Chef du Service de l'Enseignement et le Chef du Service d'éducation physique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 mai 1930.

BONNECARRÈRE.

Personnel Indigène (Santé).

ARRÊTÉ N° 245 modifiant l'arrêté N° 635 du 7 novembre 1928 déterminant les conditions, épreuves et programmes des concours et examens institués pour le personnel indigène du service de santé par l'arrêté N° 340 du 23 juin 1928.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 340 du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté N° 635 du 7 novembre 1928 déterminant les conditions, épreuves et programmes des concours et examens institués pour le personnel indigène du service de santé, par l'arrêté N° 340 du 23 juin 1928;

Sur la proposition du Chef du service de Santé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième paragraphe de l'article 2 de l'arrêté susvisé N° 635 du 7 novembre 1928 est complété comme suit :

« Toutefois les épreuves peuvent être subies dans les subdivisions sanitaires de l'intérieur lorsque le nombre des médecins qui s'y trouvent en service permet d'y constituer un jury de trois membres. »

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Chef du service de santé et les Administrateurs commandants de cercles, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 mai 1930.

BONNECARRÈRE

Commissariat des Territoires Africains sous Mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931

LES ENTREPRISES PRIVÉES DU CAMEROUN ET DU TOGO SOUS MANDAT FRANÇAIS A L'EXPOSITION COLONIALE

Nécessité de la participation des entreprises privées

L'Exposition Coloniale Internationale, dont le Maréchal LYAUTEY a assumé la haute direction et qui doit se tenir en 1931 à Paris, au Bois de Vincennes, sur une superficie de 109 hectares, sera une manifestation de grande portée dont ne peuvent se désintéresser les entreprises privées qui ont contribué à donner au Cameroun et au Togo leur prospérité actuelle.

Il est inutile de rappeler à l'homme d'affaires averti que les méthodes modernes exigent de toutes les entreprises qui veulent vivre, une action de publicité méthodique et toujours en éveil : publicité pour la vente des produits et la création de nouveaux débouchés ; publicité pour attirer les capitaux, éclairer et retenir l'actionnaire et le commanditaire ; publicité pour susciter des offres de personnel technique, d'outillage ou de matières premières.

Pour ce résultat d'intérêt immédiat, l'Exposition Coloniale de 1931 offre des avantages uniques.

Mais l'Exposition poursuit aussi des fins plus lointaines et de portée plus générale dont les entreprises privées sont solidaires et dont elles ne peuvent se désintéresser. Elle vise suivant l'expression du Gouverneur CAYLA, Commissaire Général Adjoint, à mettre en relief « cette forme particulière de la civilisation qu'on appelle colonisation » et à « susciter un véritable esprit colonial dans les masses profondes de la nation française » (1). Elle atteindra ce but en présentant un tableau complet de l'œuvre accomplie aux Colonies. Il est évident que le commerçant, le planteur, l'industriel, l'homme d'affaires, ne peuvent pas être absents de ce tableau.

La France, à qui le Traité de Versailles a confié le Cameroun et le Togo, a fait un très large et libéral accueil aux entreprises privées de tous les pays, membres de la S. D. N. Elle a considéré les commerçants, industriels et gens d'affaires comme des collaborateurs et s'en est bien trouvée. Il est de l'intérêt commun que cette Exposition fournisse un nouveau témoignage de cette utile collaboration.

Conditions de participation des entreprises privées.

Les entreprises privées du Cameroun et du Togo participent à l'Exposition Coloniale (Section des territoires africains sous mandat) dans les conditions fixées par le règlement général de l'Exposition (décret du 27 juillet 1928) qui peut être consulté, soit au Commissariat de l'Exposition des Territoires Africains sous mandat, 27 rue Oudinot à Paris, soit à l'Agence Économique des Territoires africains sous mandat, 27 Boulevard des Italiens à Paris, soit aux bureaux des affaires économiques à Yaoundé et à Lomé, soit aux Chambres de Commerce de Douala et Lomé, soit dans les principales circonscriptions du Cameroun et du Togo.

Les demandes d'admission doivent être remises soit aux Commissaires de la République à Yaoundé et à Lomé, avant

le 15 septembre 1930, soit au Commissaire des Territoires africains sous mandat de l'Exposition Coloniale, 27 rue Oudinot ou 27 Boulevard des Italiens à Paris, avant le 1^{er} novembre 1930.

Les listes d'admission seront irrévocablement closes à ces dates.

Seules les entreprises agricoles, minières, industrielles, bancaires et hôtelières ayant un Établissement au Cameroun et au Togo seront admises à exposer dans la Section des Territoires africains sous mandat.

Les échantillons et produits exposés seront répartis suivant la classification annexée au règlement général de l'Exposition et présentés sous le nom et la raison sociale de l'Exposant, de façon à faciliter les opérations du jury.

Les participations des Chambres de Commerce qui pourront éventuellement se produire, n'excluent pas les participations à titre individuel qui conservent tout leur intérêt pour les diverses entreprises privées.

Facilités accordées aux entreprises privées.

Les entreprises privées qui participeront à l'Exposition auront la faculté de remettre aux services administratifs locaux chargés de la préparation de l'Exposition à Yaoundé et à Lomé, les produits, échantillons, photographies, maquettes, plans et objets de toutes sortes qu'elles désireront exposer. Le Commissariat des Territoires Africains sous mandat, assurera gratuitement la mise en place, la protection et la présentation de ces produits, échantillons, photographies, maquettes et objets de toutes sortes.

D'autre part, les exposants qui en feront la demande pourront être autorisés à faire eux-mêmes une présentation d'ensemble de leurs exploitations, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des pavillons. Leurs projets devront être conçus dans le style et suivant la méthode adoptée pour l'ensemble de la Section et seront soumis à l'approbation préalable du Commissaire des Territoires africains sous mandat qui désignera l'emplacement. Ces installations, après approbation, seront exécutées entièrement aux frais et sous la responsabilité des exposants.

Il ne sera perçu aucune redevance pour location de surfaces planes ou murales affectées aux exposants.

Chaque exposant aura droit à une carte d'entrée dans les conditions fixées par l'article 23 du règlement général.

Paris, le 1^{er} février 1930

*Le Gouverneur des Colonies
Commissaire des Territoires Africains
sous mandat à l'Exposition Coloniale
Internationale de Paris,*

André BONAMY.

(1) Discours prononcé à la Fédération des Industriels et Commerçants français.

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
Reintégrations					
9.4.30	BONNET LOUIS — BONNET (M ^{me})	Instituteur supérieur Institutrice supérieure	Lomé —		Reintégrés dans les cadres de l'A. O.F.
Promotion					
2.5.30	LESCELLIER	Contrôleur des P. T. T.	Lomé	1.7.29	Passé contrôleur à 19.000
Affectations					
24.4.30	COPLO	Agent comptable contractuel	Retour de congé		Mis à la disposition du Directeur des Voies de pénétration.
—	HEINRICH	Inspecteur de police contractuel	Nouvellement agréé		Nommé adjoint au Commissaire de police de Lomé.
—	LE BLAIS	Agent sanitaire contractuel	—		Affecté au secteur de la trypanosomiase.
1.5.30	LAIGRET	Élève Administrateur des colonies	Lomé		Nommé chef du Bureau de l'Administration générale.
3.5.30	ODRU	Médecin Capitaine			Affecté au secteur de la trypanosomiase à Pagnouda.
6.5.30	CLOTES	Opérateur contractuel	Retour de congé		Mis à la disposition du directeur des Travaux Neufs.
Mutations					
26.4.30	MAUGIS	Commiss stagiaire des S. C.	Lomé		Chargé de la gérance de l'agence intermédiaire du cercle de Lomé.
—	JAGU	—	—		Mis à la disposition du Commandant de cercle de Lomé.
2.5.30	RODIÈRE	Adjt. ppal de classe except. des S. C.	Lama-Kara		Chargé provisoirement des fonctions de Commandant du cercle de Sansané-Mango.
5.5.30	GUIRAUD XAVIER	Adjoint des S. C.	Sokodé		Chargé provisoirement des fonctions de chef de la subdivision de Lama-Kara.
Nominations					
26.4.30	SIRO — MIAT	Directeur Ecole Régionale — —	Atché Atakpamé	1.5.30 —	Nommés moniteurs européens d'éducation physique.
Congés					
2.4.30	DE MÉDEIROS	Médecin contractuel		17.5.30	Congé administratif de 6 mois paquebot <i>Brazza</i>
24.4.30	DE COUTURES	Administrateur Adjoint	Mango	—	Congé administratif de 8 mois paquebot <i>Brazza</i> .
26.4.30	MAHOUX MAURICE	Ing. adjoint 3 ^e cl. des T. P.	Lomé	29.5.30	Congé administratif de 6 mois paquebot <i>Foucauld</i>
—	FONTAINE	Conduct. des Travaux agricoles	—	—	—
29.4.30	SABON	Administrateur adjt. 2 ^e classe	—	—	Congé administratif de 7 mois paquebot <i>Foucauld</i>
Passages					
3.5.30	MATHIEU (M ^{me})	Femme d'un inst. adjoint	Lomé	2.6.30	Passage de retour par anticipation de Lomé à Marseille paquebot <i>Touareg</i> .
6.5.30	CRÉTALLAZ	Adjnd. chef d'I. C.	—	17.5.30	Passage en 2 ^e classe de Lomé Bordeaux paquebot <i>Brazza</i> .
—	HOUNAU	Ing. contractuel.	—	29.5.30	Passage de retour en 1 ^{re} classe de Lomé à Bordeaux paquebot <i>Foucauld</i>
Heures supplémentaires					
23.4.30	VIGNOLLES	Surv. des T. P.	Lomé	1.1.30	Autorisé à bénéficier de la rémunération pour heures supplémentaires dans les conditions fixées par les arrêtés en vigueur.
Démissions					
2.5.30	LAMY CHARRIER	Chef ouv. d'art après 66 mois du chemin de fer du Togo	Lomé	1.5.30	
2.5.30	BURCKHART	Agent comptable après 51 mois du chemin de fer du Togo	—	—	

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL INDIGÈNE

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENTE	DATE	OBSERVATIONS
Titularisations					
26.4.30	DEDRY Vincent	Fact. enreg. 4 ^e cl. stag.		15.4.30	
—	LASSEY Benjamin	—		—	
—	LAWSON Pierre	Chauffeur stagiaire		30.4.30	
—	KOUSSAWO Antoine	Pointeur stagiaire		—	
26.4.30	Boniface Yéo	Méc. conduct. stagiaire		15.3.30	
2.5.30	ADJR Gba	Surveil. de route stag.		1.6.30	
Classement					
30.4.30	AKIBODÉ Florentin	Commis. expéd. aux. 1 ^{er} échelon	Lomé	12.11.29	Classés Commis expéditionnaires de 8 ^{me} classe stagiaires
—	Ebenitz Kpoti	—	—	20.3.30	
Mutations					
5.5.30	DA SILVA Pereira	Commis Expéd. 6 ^{me} cl.	Lomé	11.5.30	Mis à la disposition du Commandant de cercle de Sansané-Mango.
26.4.30	THOMAS Daniel	—	—	1.5.30	Affecté au Cabinet du Commissariat de la République
6.5.30	YAOCHA Marcellin	Elève-Infirmier	—	—	Affecté à la Subdivision Sanitaire de Tsévié
Nominations					
26.4.30	ADJEVI Sylvain	Commis. Expéd. 8 ^{me} cl. stag.	Lomé	1.5.30	Service de Santé
30.4.30	ANYEE Jacques	Monit. d'ens. de 8 ^{me} cl. stag.	—	1.5.30	Ecole de la Mission Evangélique
Congés					
23.4.30	KOUADAN Dotsé	Ouv. 3 ^e classe	Lomé	1.5.30	Congé annuel de 30 jours
—	THOMAS AFAGNIHOUN	Ouv. 2 ^e classe	—	1.5.30	—
—	RAYMONDO Félix	Chef de train	—	1.5.30	—
25.4.40	D'OLIVEIRA Paul	Préposé	—	5.5.30	—
26.4.40	DÉGBOÉ Alphonse	Inst. aux. 1 ^{re} classe	Anécho	12.4.30	Prolongation de congé de convalescence d'un mois.
—	MISSÉOU François	Aide-pharmacien 4 ^e cl.	Anécho	1.5.30	Congé annuel de 30 jours.
2.5.30	ARROU MENSAH	Ouv. 8 ^e cl. du ch. de fer	Lomé	15.5.30	—
7.5.30	Benjamin LASSEY	Fact. enreg. 4 ^e classe	—	15.5.30	—
—	BYLL Emmanuel	Téléph. de 4 ^e classe	—	17.5.30	—
Suspension de fonctions					
3.5.30	GITHAY Fernand	Commis Expéd. 7 ^e cl.	Mango	2.5.30	
Sanctions disciplinaires					
23.4.30	Nelson KOUAKOUVI	Méc. conduct. 3 ^e classe	Anécho		15 jours de suspension de solde pour ivresse et négligence grave.
26.4.30	THOMAS Daniel	Commis. Expéd. 6 ^e cl.	Lomé		15 jours de retenue de solde pour indiscipline.
Démission					
30.4.30	Borsoé Eugène	Monit. d'enseig. 2 ^e cl.	Lomé	1.5.30	Mission Evangélique de Lomé
Licenciements					
24.4.30	AJAVON Frédéric	Commis. Expéd. 8 ^e cl.	Atakpamé	24.4.30	Inaptitude physique
25.4.30	EKOUE Louis	— 4 ^e cl.	Lomé	25.4.30	Inaptitude physique attribuable au Service.

BOISSONS ALCOOLIQUES

Par décision du :

26 avril 1930. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France du Cognac «Brandy Extra Supérieur N° 1 42°» de la Maison CANDE Firmin & C° de Cognac.

CONCOURS

Par décision du :

3 mai 1930. — Un concours pour l'accession au grade de brigadier aura lieu le 8 mai dans les bureaux du service des Douanes.

La commission de surveillance sera composée ainsi qu'il suit :

MM. BARBEY, Chef du Service des Douanes p.i.	Président
THOMAS, Chef du bureau des Douanes de Lomé	Membres
NATIVEL, Administrateur-Adjoint des colonies	
BERLIE, Commis des services civils	

DOMAINES**Avis de demandes d'immatriculation**

au livre foncier du Cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 653, déposée le 28 avril 1930 le sieur James H. Mantey profession d'employé de commerce, demeurant à Lagos (Nigeria) et domicilié à Lomé (Togo), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 16 ares 60 centiares situé à Lomé, rue d'Anécho, (Cercle de Lomé) et borné au nord par terrains à Akuelé Soga et Toko, à l'est par l'ancienne rue Schweinfurth, au sud par la rue d'Anécho, à l'ouest par une ruelle non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels, ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé

Suivant réquisition, n° 654, déposée le 4 avril 1930 le sieur Atissoghé Maglo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Nualja, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère régulier, planté de coton d'une contenance totale de 2.500 mètres carrés situé à Nualja, (Cercle d'Atakpamé) et borné au nord par la route vers Santhos, à l'est, au sud et à l'ouest par terrain au requérant.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois,

à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé

Le Conservateur de la Propriété foncière,
PEYROTTE.

ENSEIGNEMENT

PAR ARRÊTÉ DU 3 MAI 1930.

Sont autorisés l'ouverture et le fonctionnement des écoles de la Mission Catholique dont les noms suivent :

Cercle de Lomé.

Lomé	10 classes (École de garçons) (Evêché)
	2 — (École enfantine) (Rue Commandant Maroix)
Tsévié	— 2 classes
Agbeluvhoé	— 1 classe
Assahun	— 1 —
Noépé	— 1 —
Kovié	— 1 —

Cercle d'Anécho.

Anécho	4 classes (École de garçons)
	1 classe (École de filles)
Porto-Séguro	— 1 classe
Togoville	— 1 —
Woga	— 1 —

Cercle d'Atakpamé.

Atakpamé	3 classes (École de garçons)
	1 classe (École de filles)
Agadji	— 1 classe
Avévé	— 1 —

Cercle de Klouto.

Palimé	4 classes (École de garçons)
	1 classe (École de filles)
Agou	— 1 classe
Adeta	— 2 classes.

Sont autorisés l'ouverture et le fonctionnement des écoles de la Mission Évangélique dont les noms suivent :

Cercle de Lomé.

Lomé	— 10 classes (Rue d'Alsace-Lorraine)
------	--------------------------------------

Cercle d'Atakpamé.

Amou-Oblo	— 2 classes
-----------	-------------

Cercle de Klouto.

Palimé	— 3 classes
Agou-Nyongbo	— 12 classes.

GRATIFICATION

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entendu :

Un gratification de six mille francs (6.000 frs.) est accordée à M. LAIGRET, Elève-Administrateur des Colonies, à titre de rémunération pour les Services rendus par lui à l'Agence Economique où il a travaillé sans rétribution en qualité d'auxiliaire du mois de novembre 1926 au mois de novembre 1928.

INDEMNITÉS

Par décision du :

23 avril 1930. — Le Commis-Expéditionnaire de 8^me classe Tossou Abalo en service au Secrétariat Général (Bureau du Matériel-Transit) a droit pour compter du 18 avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

Par décision du :

26 avril 1930. — M. DUNOGUIER, Agent sanitaire contractuel en service au Cercle de Lomé a droit pour compter du 24 avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

Par décision du :

30 avril 1930. — L'infirmier de 2^me classe LAWSON Pierre, du Service de la Trypanosomiase à Pagouda a droit pour compter du 24 avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

Par décision du :

2 mai 1930. — M. Roux, Agent monteur des P. T. T., en service à Lomé, a droit pour compter du 23 avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

Par décision du :

6 mai 1930. — L'élève-infirmier Emmanuel B. MAWOBNA, du Service de la Trypanosomiase à Pagouda, a droit pour compter du 1^{er} avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

Par décision du :

6 mai 1930. — L'infirmier ELIAS GREDERMAN, du Service de la Trypanosomiase à Pagouda, a droit pour compter du 23 avril 1930 à l'indemnité représentative fixe de transport de 30 frs. par mois prévue par les arrêtés en vigueur.

JUSTICE INDIGÈNE

Par décision du :

24 avril 1930. — M. MONNIER, Agent spécial du Cercle d'Atakpamé est chargé pendant l'absence de M. JARDILLIER, Adjoint au Commandant de Cercle, de remplir provisoirement les fonctions de Président du Tribunal de Subdivision.

MARCHÉS**Commission des Marchés**

Par arrêté du :

6 mai 1930. — La Commission instituée par l'arrêté du 22 juillet 1922 est composée comme il suit :

L'Administrateur des Colonies, Commandant de Cercle de Lomé *Président*

Le Receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ;
Le Chef du Bureau des Affaires Politiques } *Membres*

Travaux de construction.

Par décision du :

6 mai 1930. — M. MOGNIER, Ingénieur-Adjoint des Travaux Publics, est chargé de la surveillance des travaux de

construction des deux bâtiments destinés l'un à servir de logements pour fonctionnaires, l'autre de bureaux et logement pour le Service des Finances des Travaux Neufs, confiés à la *Société des Etablissements Dal-Hou* suivant marchés n^{os} 423 et 423 bis en date du 3 avril 1930.

Il est habilité en conséquence à délivrer toutes attestations concernant la marche des travaux ou toutes certifications de service destinées à justifier les mandaterments à effectuer au nom de l'entrepreneur.

PRIMES

PAR DÉCISION DU 26 AVRIL 1930.

Le Conseil d'Administration entendu :

Les primes de bon rendement suivantes sont accordées aux mécaniciens des pelles des Travaux Neufs ayant pris part à l'exécution du remblai N^o 1 de 30.000 m³ :

1 ^o —	1.560 fr.	pour Monsieur	VERMIN
2 ^o —	1.280 fr.	—	ANTON
3 ^o —	285 fr.	—	DELIZY
4 ^o —	210 fr.	—	SAINT-ETIENNE

Cette dépense sera supportée par le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf (Exercice 1930 — Chapitre VIII. Dépenses Extraordinaires — Art. 4 — Construction d'une plateforme de voie ferrée dans le Nord — Paragraphe 1^{er} — Personnel Européen).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

24 avril 1930. — Est autorisée dans les conditions fixées au titre II de l'arrêté du 15 novembre 1928 à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques :

La Compagnie Africaine de Commerce :

à Agou, boutique actuellement gérée par M. Ernest ANJIVI.

Les seuls produits et spécialités dont la vente est autorisée dans le dépôt ci-dessus sont ceux figurant à la liste 1 de l'article 7 de l'arrêté du 15 novembre 1928 précité, modifiée par les arrêtés susvisés.

REMBOURSEMENT

PAR DÉCISION DU 26 AVRIL 1930

Le Conseil d'Administration entendu :

Est autorisé le remboursement des sommes de 1.564,76 (Mil cinq cent soixante quatre frs. Soixante seize centimes) à la maison SWANZY et de 985,53 (Neuf cent quatre vingt cinq frs. cinquante trois centimes) à la maison JOHN HOLT pour marchandises perdues par le Chemin de fer du Togo.

Cette dépense sera imputée au Bndget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf, Annexe du Budget Local Exercice 1929 Chapitre V article 3. paragraphe 1, Dépenses Diverses et imprévues.

SECOURS

PAR ARRÊTÉ DU 26 AVRIL 1930

Le Conseil d'Administration entendu :

Il est accordé à Madame RITROSI demeurant à Hamman-Lif (Tunisie) veuve d'un Sous Chef de Gare Contractuel décédé à l'hôpital de Lomé le 1^{er} avril 1930 et à ses trois enfants un secours de 5.442, fr. 64 correspondant à deux mois de solde complète de son feu mari.

TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

SERVICE DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Avis d'Adjudication

pour la fourniture de matériel de pompes et accessoires pour alimentation en eau livrables le plus tôt possible et au plus tard le 15 décembre 1930.

LOT UNIQUE

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PIÈCES	UNITÉS	QUANTITÉS
	I — Pompes et Accessoires		
1	<p>Pompes à bras pour puits profonds suivant plan de détails N° 1.</p> <p>Chaque pompe comprendra :</p> <p>1 mécanisme de surface.</p> <p>1 tuyauterie de montée de 52^{m/m} de diamètre intérieur, en longueur de 5,50 et 6 mètres, bouts taraudés avec manchons d'accouplement.</p> <p>1 tringle de manœuvre en fers ronds de 16^{m/m} de diamètre reliés par manchons à écrous.</p> <p>1 corps de pompe en bronze avec piston et clapet bronze diamètre intérieur 90^{m/m}.</p> <p>1 tuyau d'aspiration avec crépine de pied, passage 52^{m/m}.</p> <p>1 réservoir d'air en fonte monté sur un té à brides (passage 52^{m/m}).</p> <p>Les dimensions extérieures du corps de pompe et de la crépine devront entrer dans un tube de forage ayant 230^{m/m}.</p> <p>Le plan d'ensemble N° 2 montre les conditions dans lesquelles ces pompes seront utilisées :</p> <p>Profondeur du puits 36^m.</p> <p>Longueur de refoulement horizontal 21^m.</p> <p>Hauteur de refoulement 8^m.</p>	Nombre	2
	II — Rechanges pour les pompes ci-dessus		
2	Corps de pompe complet en bronze, clapet en bronze, piston avec triple cuir, diamètre intérieur 90 ^{m/m}	Nombre	2
3	Crépines de pied en bronze avec clapet en bronze, passage 52 ^{m/m} .	—	2
4	Éléments de tringle de manœuvre en fers ronds de 16 ^{m/m} en longueur de 5 ^m . assemblés par manchons à écrous	—	20

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PIÈCES	UNITÉS	QUANTITÉS
III — Canalisation principale alimentant le wharf			
5	Eléments de tuyaux, en fonte de 200 ^{m/m} de diamètre intérieur à emboitement pour joints au plomb, en longueur de 3 mètres	Nombre	20
6	Corde goudronné pour joints	Kgr.	20
7	Plomb pour joints	—	100
8	Colliers de prises pour branchement de tuyaux en fer de 40 ^{m/m} de diamètre intérieur sur les tuyaux en fonte ci-dessus, avec robinet bronze sur le branchement de 40 ^{m/m}	Nombre	2
9	Raccords à bride et emboitement pour tuyaux fonte de 200 ^{m/m} .	—	4
10	Tés à brides avec tubulure à bride pour tuyaux de 200 ^{m/m} . . .	—	2
11	Robinets vannes pour tuyaux de 200 ^{m/m}	—	2
IV — Alimentation des habitations en eau			
12	Pompes bornes aspirantes à volant pour puits jusqu'à 6 mètres de profondeur pied à tubulure fixe pouvant être placé sur une dalle en béton; avec tuyau d'aspiration de 5 ^m 50 de longueur et 40 ^{m/m} de diamètre intérieur muni d'une crépine.	Nombre	7
13	Eléments de tuyaux en fer taraudés de 40 ^{m/m} de diamètre intérieur avec manchons d'accouplement, en longueur de 4 et 5 mètres	—	100
14	Coudes au quart de 40 ^{m/m} de diamètre intérieur	—	20
15	Coudes au 1/8 de 40 ^{m/m} —	—	10
16	Tés pour tuyaux de 40 ^{m/m}	—	20
17	Réductions pour raccords de tuyaux de 20 ^{m/m} sur tuyaux de 40 ^{m/m} .	—	20
18	Robinets d'arrêt pour tuyaux de 40 ^{m/m}	—	5
19	Eléments de tuyaux en fer taraudés de 20 ^{m/m} de diamètre intérieur avec manchons d'accouplement, en longueur de 4 et 5 mètres	—	50
20	Coudes au quart de 20 ^{m/m}	—	20
20 ^{bis}	Coudes au 1/8 de 20 ^{m/m}	—	10
21	Tés pour tuyaux de 20 ^{m/m}	—	50
22	Robinets de prise à vis de pression avec raccord sur tuyaux de 20 ^{m/m}	—	20
23	Robinets d'arrêt à deux eaux à vis de pression avec raccord sur tuyaux de 20 ^{m/m}	—	20
V — Matériel pour la réfection de la canalisation d'Agbonou			
24	Robinets d'arrêt pour tuyaux de 52 ^{m/m} de diamètre intérieur. . .	Nombre	10
24 ^{bis}	Tuyaux en acier sans soudure en longueur de 6 mètres, taraudés et manchonnés, diamètre extérieur 60 ^{m/m} , diamètre intérieur 52 ^{m/m} (2")	—	150

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PIÈCES	UNITÉS	QUANTITÉS
VI — Outillage			
25	Jeux de filière pour tube de 20, 40 et 52 ^m / _m au pas des tuyaux ci-dessus (2 jeux de chaque).	Jeux	6
26	Lames-peignes de rechange des filières ci-dessus (2 pour chaque jeu de filière)	Nombre	12
27	Tarauts pour les mêmes tubes (2 jeux de 2 pièces).	Nombre	12
28	Tourne à gauche pour les tarauds ci-dessus	Nombre	2
29	Clés à tubes pour tuyaux de 20, 40 et 52 ^m / _m (2 de chaque).	Nombre	6
30	Etabli pliant monté avec étau à tube serrant de 20 à 52 ^m / _m	Nombre	1

* *

Les soumissions devront parvenir à la Direction du Chemin de fer et du Wharf au plus tard le 31 juillet 1930 la séance d'adjudication étant ouverte à 8 heures précises.

Elles seront présentées sous la forme suivante :

1°) Elles devront être exprimées en détail tant en quantité qu'en valeur d'après les unités de base du système métrique ;

2°) Ces offres qui devront être faites pour l'ensemble du matériel faisant l'objet du présent avis et porter la raison sociale du soumissionnaire ainsi que sa signature seront timbrées et placées sous enveloppe fermée et cachetée ;

3°) L'enveloppe devra porter la mention suivante : « *Adjudication du 31 juillet 1930 pour la fourniture de matériel de pompes et accessoires pour alimentation en eau* » ;

4°) Sera déclaré adjudicataire le soumissionnaire ayant présenté le prix le plus bas pour l'ensemble du lot.

Les prix proposés s'entendent marchandises rendues sous paian Lomé.

La réception du matériel ressortira en quantité des colis du pointage entre le service transporteur et le Service du Wharf, et la réception en qualité et quantités de matières ou matériel fournis sera faite au Magasin Matières du Service du Chemin de fer.

Un cautionnement égal au 2 p % du montant de la fourniture adjugée sera exigé et devra être versé à la notification du marché.

Le présent avis d'adjudication sera affiché à l'Hôtel du Gouvernement, à la Direction du Chemin de fer, au Wharf, à la Chambre de Commerce, au Cercle Administratif, aux Douanes, aux Domaines, et à la Poste, et inséré dans le Journal Officiel du Territoire.

Aucune copie ne sera délivrée par le Service du Chemin de fer et du Wharf.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la Direction du Chemin de fer (Bureau des Finances).

Spécifications techniques

Tout ce matériel sera exécuté conformément aux indications du dessin N° 1 déposé dans les Bureaux de la Direction du Chemin de fer.

Il sera construit pour être monté facilement et sans retouche appréciable sur le matériel existant.

Les matières premières utilisées seront de la meilleure qualité pour les usages auxquels elles sont destinées et exemptes de tout défaut pouvant nuire à leur aspect, solidité ou bonne tenue en service.

Deux mois après la notification du marché le fournisseur est tenu de remettre au Directeur du Chemin de fer et du Wharf en triple expédition héliographique les dessins d'exécution (ensemble et détails.

*

*

*

Outre les pénalités définies dans les Conditions Générales des marchés du 12 décembre 1927 pour retard de livraison tout fournisseur présentant un matériel non conforme aux spécifications techniques du présent cahier des charges sera passible d'une amende de 1 p % par jour calculée sur la valeur du matériel rebuté à compter du jour où ce matériel est rebuté jusqu'au jour où il pourra fournir en remplacement un matériel conforme aux spécifications qui précèdent.

*

*

*

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné agent général de la Société agissant au nom et pour le compte de la dite Société, dûment commissionné à cet effet, faisant élection de domicile à . . . après avoir pris connaissance du Cahier des charges relatif à la fourniture de matériel de pompes et accessoires pour alimentation en eau faisant l'objet de l'adjudication du 31 juillet 1930, me soumetts et m'engage envers le Directeur du Chemin de fer et du Wharf stipulant au nom et pour le compte du Commissaire de la République au Togo, à fournir et à livrer sous palan aux prix suivants :

sans réserves, ni restrictions, la réception de la fourniture ressortant en quantité du pointage entre le service transporteur et le Service du Wharf et la recette en qualité étant effectuée aux Magasins Matières du Service du Chemin de fer et du Wharf.

*

*

*

Fait à Lomé, le 1930.

Le Soumissionnaire
(Signature)

Lomé, le 14 avril 1930.

Le Capitaine du Génie DALAISE,
Directeur du Chemin de fer et du Wharf,
DALAISE

Approuvé en Conseil d'Administration
dans sa séance du 26 avril 1930.
Le Commissaire de la République,

BONNECARRÈRE

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé pendant le mois d'avril 1930

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
106-Baltic Liverpool-Sapelé	Suédois	1. 4. 30	1. 4. 30	2.043	33	103.650	—
107-Dahomey Hambourg-Douala	Français	2. 4. 30	2. 4. 30	3.477	52	147.384	0.044
108-West-Irmo New-York-Douala	Américain	— do —	3. 4. 30	3.670	36	138.361	—
109-Amérique Bordeaux-Matadi	Français	— do —	2. 4. 30	4.867	156	1.498	—
110-Touareg Douala-Marseille	— do —	3. 4. 30	3. 4. 30	3.122	74	0.352	117.572
111-Foucauld Matadi-Bordeaux	— do —	3. 4. 30	3. 4. 30	6.131	189	0.008	—
112-Lokoja Takoradi-Lagos	Anglais	— do —	— do —	576	50	1.000	0.294
113-Forla Marseille-Lagos	Français	5. 4. 30	5. 4. 30	2.636	79	46.872	—
114-Bathurst Warri-Liverpool	Anglais	— do —	— do —	3.271	49	40.537	—
115-Aisne Dunkerque-Pt. Gentil	Français	— do —	— do —	2.208	39	585.570	—
116-Bougainville Kribi-Hambourg	— do —	6. 4. 30	7. 4. 30	4.362	54	—	282.487
117-Atto Benito-Hambourg	Allemand	— do —	— do —	2.597	47	—	142.520
118-Olbia Marseille-Kogo	Français	8. 4. 30	8. 4. 30	2.767	67	185.699	—
119-Reggestroom Kribi-Hambourg	Hollandais	9. 4. 30	9. 4. 30	2.365	41	—	—
120-Cherca Degema-Trieste	Italien	— do —	— do —	3.319	41	—	416.261
121-Salaga Sapelé-Hambourg	Anglais	10. 4. 30	10. 4. 30	2.396	50	—	101.310
122-Fort-Binger Rotterdam-Douala	Français	— do —	11. 4. 30	3.123	52	153.886	—
123-Lokodja Lagos-Takoradi	Anglais	11. 4. 30	— do —	576	50	0.688	—
124-Bata Liverpool-Lagos	— do —	— do —	— do —	3.278	49	47.252	33.610
125-Therese-Horn Douala-Hambourg	Allemand	— do —	— do —	1.929	28	—	41.251
126-Ystroom Amsterdam-Lagos	Hollandais	12. 4. 30	12. 4. 30	3.823	45	70.190	—
127-Drechtstroom Anvers-Sapelé	— do —	— do —	— do —	949	32	23.697	22.478
128-Robert-Holt Hambourg-Warri	Anglais	14. 4. 30	14. 4. 30	1.687	39	86.354	—
129-Winfried Hambourg-Opobo	Allemand	15. 4. 30	15. 4. 30	2.241	47	41.554	—
130-Forla Lagos-Marseille	Français	— do —	— do —	2.636	79	—	10.675
131-Hoggar Marseille-Douala	— do —	16. 4. 30	16. 4. 30	3.109	74	59.729	—
132-Asie Bordeaux-Matadi	— do —	— do —	— do —	4.214	174	2.488	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
133-Amérique Maladi-Bordeaux	Français	19. 4. 30	19. 4. 30	4.867	156	—	0.176
134-Lokoja Takoradi-Lagos	Anglais	20. 4. 30	20. 4. 30	576	50	0.025	1.787
135-Chelma Marseille-Kribi	Français	—do—	—do—	3.105	45	90.736	—
136-Egori Lagos-Liverpool	Anglais	21. 4. 30	21. 4. 30	3.023	57	—	44.870
137-Dunkwa Hambourg-Sapelé	—do—	23. 4. 30	23. 4. 30	1.996	37	27.609	—
138-West-Champgaw New-Orléans-Kribi	Américain	25. 4. 30	25. 4. 30	3.452	33	298.804	—
139-Saint-Prosper Libreville-Marseille	Français	—do—	26. 4. 30	2.612	41	727	220.137
140-Wameru Kogo-Hambourg	Allemand	26. 4. 30	26. 4. 30	2.523	47	4.421	121.152
141-Zarembo New-York-Douala	Américain	—do—	27. 4. 30	3.073	36	202.000	—
142-Lokoja Lagos-Takoradi	Anglais	26. 4. 30	26. 4. 30	576	50	1.787	300
143-Ashantian Liverpool-Douala	—do—	27. 4. 30	27. 4. 30	1.280	31	38.070	—
144-Manchester-Shippér Douala-Liverpool	—do—	29. 4. 30	en rade	2.602	40	—	—
145-Dunafric Anvers-Douala	—do—	—do—	30. 4. 30	2.134	31	169.264	3.175
146-Robert-Holt Warri-Liverpool	—do—	—do—	—do—	1.687	39	—	150.408
147-Brazza Bordeaux-Matadi	Français	30. 4. 30	—do—	6.308	154	6.824	—

Lomé, le 30 avril 1930.

Le Chef de Service des Douanes p. i.

BARBEY

BULLETIN ECONOMIQUE

DU

PREMIER TRIMESTRE 1930.

RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières du 1^{er} trimestre se sont élevées à 4.845.224 francs 96 contre 5.421.091 francs 63 pour la période correspondante de l'année 1929 accusant ainsi une diminution de 576.866 frs. 67.

TABEAU COMPARATIF
des Recettes Douanières des premiers Trimestres
1930 et 1929

TITRES DES RECETTES	Premier Trimestre		Différences pour 1930	
	ANNÉE 1930	ANNÉE 1929	EN PLUS	EN MOINS
Droits d'importation	4.395.903,75	5.045.871,89	—	649.968,14
Droits d'exportation	288.642,62	313.197,06	—	24.554,44
Taxes de consommation	128.743,21	26.692,43	102.052,78	—
Ameudes, confiscations	13.235,78	17.150,45	—	3.894,67
Magasinage	18.677,60	18.179,80	497,80	—
Totaux	4.845.224,96	5.421.091,63	102.550,58	678.417,25
			En moins : 576.866,67	

SITUATION COMMERCIALE

Le mouvement commercial du 1^{er} trimestre 1930 s'est élevé à 58.363.716 frs. et 14.968 tonnes contre 55.437.424 frs. et 14.622 tonnes pour le 1^{er} trimestre 1929, marquant par rapport à cette dernière période une augmentation de 2.925.292 frs. et de 346 tonnes.

Cet accroissement en quantité et en valeurs porte exclusivement sur les exportations ainsi qu'il sera exposé plus loin.

TABLEAU COMPARATIF DU MOUVEMENT COMMERCIAL

A. — VALEURS

(En francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Premier Trimestre		Différences pour 1929	
	1930	1929	EN PLUS	EN MOINS
Importations.....	27.324.719	28.415.775	—	1.091.056
Exportations.....	31.038.997	27.021.649	4.017.348	—
Totaux.....	58.363.716	55.437.424	4.017.348	1.091.056
			En plus : 2.926.292	

B. — QUANTITES

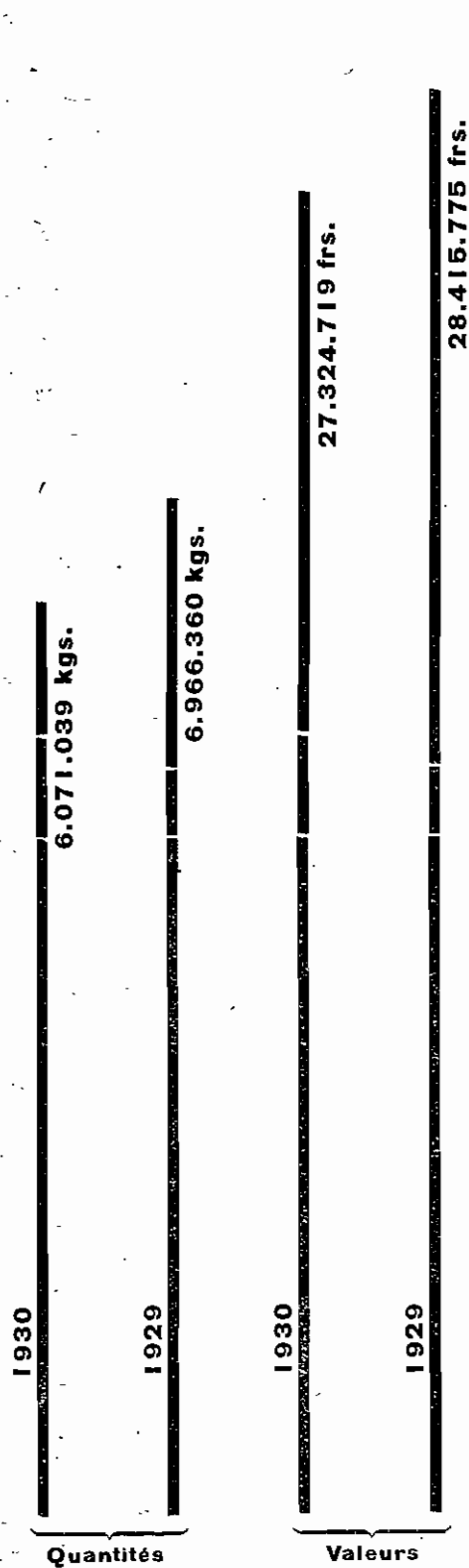
(En kilogs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Premier Trimestre		Différences pour 1930	
	1930	1929	EN PLUS	EN MOINS
Importations	6.071.039	6.966.360	—	895.321
Exportations.....	8.897.878	7.655.942	1.241.936	—
Totaux.....	14.968.917	14.622.302	1.241.936	895.321
			En plus : 346.615	

DIAGRAMMES COMPARATIFS

des premiers trimestres 1930 et 1929.

IMPORTATIONS



EXPORTATIONS

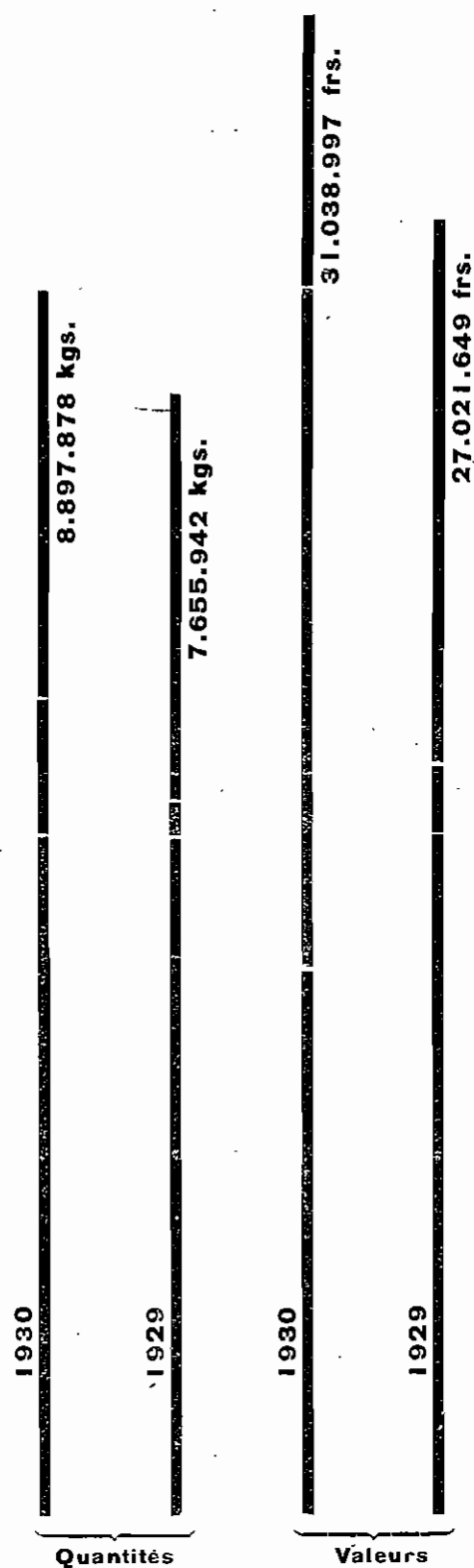


TABLEAU COMPARATIF DES PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES

pendant les premiers trimestres des années 1930 et 1929

DESIGNATION DES PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES	Importations du premier trimestre				Différences pour le premier trimestre 1930. (en valeur)	
	Année 1930		Année 1929		EN PLUS	EN MOINS
	QUANTITÉS (en kilos)	VALEURS (en frs.)	QUANTITÉS (en kilos)	VALEURS (en frs.)		
Farineux alimentaires . . .	195.531	360.283	192.281	379.689	—	19.406
Sucre	129.692	320.465	141.468	391.161	—	70.696
Tabac en feuilles	33.207	417.118	53.877	682.031	—	264.916
Bois	170.800	149.421	524.000	384.527	—	235.106
Boissons	422.958	1.707.699	370.854	1.773.729	—	66.030
Ciment	746.999	228.149	3.358.344	1.079.172	—	851.023
Essence et Pétrole	575.044	1.261.247	807.720	1.638.523	—	377.276
Métaux	292.147	775.733	799.478	1.501.530	—	725.797
Sel	774.689	215.638	539.206	105.641	109.997	—
Poterie	12.438	54.608	7.801	70.944	—	16.336
Verres et cristaux	11.135	296.694	9.407	223.333	73.361	—
Fils	33.535	793.138	13.688	326.673	446.465	—
Tissus de coton	155.708	6.854.501	144.901	7.187.566	—	333.065
Tissus autres	121.934	1.191.406	113.562	1.466.058	—	274.652
Vêtements confectionnés . . .	14.019	878.595	12.121	360.748	517.847	—
Machines et Mécaniques . . .	131.859	1.207.462	174.360	1.362.776	—	155.314
Ouvrages en bois	175.917	297.529	30.814	62.077	235.452	—
Ouvrages en matières diverses	148.604	3.202.463	231.042	4.726.574	—	1.524.111
Autres marchandises	1.924.778	7.112.573	2.848.411	4.693.023	2.419.550	—
TOTAUX GÉNÉRAUX		27.324.719		28.415.775	3.822.672	4.913.728
					En moins : 1.091.056	

pendant les premiers trimestres des années 1930 et 1929

DÉSIGNATION DES PRINCIPALES MARCHANDISES EXPORTÉES	EXPORTATIONS DU PREMIER TRIMESTRE				Différences pour le premier trimestre 1930 (en valeur)	
	Année 1930		Année 1929		EN PLUS	EN MOINS
	QUANTITÉS (en kilos).	VALEURS (en francs).	QUANTITÉS (en kilos).	VALEURS (en francs.)		
Chevaux	—	—	—	—	—	—
Bœufs et taureaux . . .	400	1.800	45.200	203.400	—	201.600
Moutons	76.620	229.860	82.100	246.300	—	16.440
Chèvres	1.420	4.260	3.480	10.440	—	6.180
Porcs	27.550	68.875	23.800	59.500	9.375	—
Volailles	654	4.578	1.178	8.246	—	3.668
Peaux de bœufs	6.134	36.786	10.019	90.171	—	53.385
Peaux de moutons et de chèvres	223	1.740	408	3.913	—	2.173
Peaux brutes petites autres	—	—	10	721	—	721
Poissons secs	571.561	2.286.244	435.201	1.523.204	763.040	—
Crevettes fumées . . .	—	—	230	1.250	—	1.250
Os, cornes et sabots de bétail brute	—	—	562	225	—	225
Maïs	302.993	378.743	928.898	696.673	—	317.932
Farine de maïs	17.310	25.963	1.244	1.866	24.099	—
Farine de manioc . . .	434.624	304.239	467.613	327.31	—	23.092
Haricots	54.338	108.676	147.417	294.834	—	186.158
Ignames	186.766	93.384	722.063	180.518	—	87.134
Petit mil	—	—	—	—	—	—
Arachides	80.001	126.537	93.296	149.274	—	22.737
Amandes de karité . . .	3.166	2.851	5.288	4.760	—	1.909
Amandes de palme . . .	1.917.384	2.837.773	1.268.811	2.156.980	680.793	—
Coprah	342.073	649.941	304.055	699.327	—	49.386
Graines de coton . . .	—	—	—	—	—	—
Fruits secs	—	—	4.445	3.290	—	3.290
Café vert	6.262	56.358	7.726	69.534	—	13.176
Cacao en fèves	4.181.084	20.905.420	2.877.637	17.265.822	3.639.598	—
Piments	48.951	244.753	36.172	144.688	100.067	—
Huile de palme	492.576	1.305.328	265.932	797.796	507.532	—
Huile de coco	—	—	32	75	—	75
Caoutchouc	—	—	1	5	—	5
Charbon de bois	1.000	750	1.000	750	—	—
Coton égrené	133.116	1.283.602	55.101	385.707	897.895	—
Kapok égrené	—	—	10.986	98.874	—	98.874
Kapok non égrené . . .	—	—	381	1.715	—	1.715
Sisal	4.680	14.040	4.405	13.215	825	—
Calebasses	—	—	—	—	—	—
Indigo	236	213	—	—	213	—
Nattes indigènes . . .	—	—	50	250	—	250
Autres marchandises . .	511	29.451	7.161	282.612	—	253.161
TOTAUX		31.038.997		23.732.643	6.623.439	2.606.091
RÉEXPORTATIONS . . .		704.749		1.289.004		384.285
TOTAUX GÉNÉRAUX . . .		31.743.746		27.021.649	6.623.439	3.190.376
					En plus : 4.017.348	

IMPORTATIONS.

Les importations se sont élevées à 27.324.719 francs contre 28.413.773 francs pour la période correspondante de 1929, en diminution sur celle-ci de 1.091.056 francs.

Le tonnage importé a atteint le chiffre de 6.074 tonnes, en diminution de 895 tonnes sur le premier trimestre 1929.

Les principales différences constatées en quantités et en valeurs portent sur les articles suivants :

Diminutions.

Tabac en feuilles . . .	20 Tonnes et	264.916 frs.
Bois	354 — et	235.106 —
Ciment	2.600 — et	831.023 —
Métaux	500 — et	723.797 —
Ouvrages en matières diverses	83 — et	1.524.111 —
Machines et mécaniques .	43 — et	135.314 —
Essences et Pétroles . .	232 — et	377.276 —

Augmentations.

Sel	235 Tonnes et	109.997 frs.
Vêtements confectionnés .	2 — et	317.847 —
Ouvrages en bois . . .	143 — et	235.452 —
Fils	20 — et	466.463 —

A signaler que les tissus de coton qui marquent une augmentation en quantité de 11 tonnes accusent une diminution en valeur de 333.065 francs et que les autres tissus accusent également 8 tonnes de plus et 274.632 francs de moins par rapport aux chiffres de la période correspondante de l'année 1929.

EXPORTATIONS.

Les exportations qui se sont élevées à 31.038.997 francs accusent une augmentation de 4.017.348 francs par rapport à celles du premier trimestre 1929 qui avaient atteint le chiffre de : 27.021.649 francs.

Le tonnage exporté pendant le trimestre écoulé, 8.897 tonnes, est supérieur de 1.241 tonnes à celui enregistré, l'année précédente, durant la même période.

Les principales différences constatées en quantités et en valeurs sont les suivantes :

Diminutions.

Bœufs et taureaux	44 Tonnes et	201.600 frs.
Peaux de bœufs	4 — et	33.385 —
Maïs	626 — et	317.932 —
Haricots	93 — et	186.138 —
Ignames	536 — et	87.134 —
Coprah	38 — et	49.386 —
Kapok égrené	10 — et	98.874 —

Augmentations.

Poissons secs	136 Tonnes et	763.040 frs.
Farine de maïs	16 — et	24.099 —
Amandes de palme	649 — et	680.795 —
Cacao en fèves	1.404 — et	3.639.598 —
Piments	12 — et	100.067 —
Huile de palme	227 — et	507.332 —
Coton égrené	80 — et	897.895 —

TABLEAU DE LA NAVIGATION

Comparée au cours des premiers trimestres des années 1930 et 1929.

MOIS.	Nombre de navires en 1930			Nombre de navires en 1929			Différences pour 1930		
	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL
Janvier	14	20	34	14	23	37	—	— 3	— 3
Février	17	14	31	13	24	37	+ 4	— 10	— 6
Mars	14	26	40	12	21	33	+ 2	+ 5	+ 7
Totaux	45	60	105	39	68	107	+ 6	— 8	— 2

PARTIE NON OFFICIELLE

«L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle.»

AVIS DE PERTES DE TITRES FONCIERS

2^m Avis

Etude de Maître Faccendini

Avocat défenseur près la Cour d'Appel de l'A.O.F.

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre-Foncier N° 28 Volume I du cercle de Klouto immeuble adjudgé à la Société MILLERS suivant procès-verbal d'Adjudication du 29 mars 1929.

FACCENDINI.

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre-Foncier N° 81 Volume I de Lomé appartenant à la Société MILLERS.

FACCENDINI.

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre-Foncier Numéro 17 Volume I. du cercle de Klouto, appartenant à la Société MILLERS.

FACCENDINI.

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre-Foncier Numéro 14 Volume I du cercle de Sokodé appartenant à la Société MILLERS.

FACCENDINI.

VENTES

sur saisie immobilière

Etude de Maître Faccendini Avocat-Défenseur près la Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale Française en résidence à Lomé.

Le vendredi six juin 1930 à huit heures du matin à l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première Instance de Lomé, et à la requête de la Société Commerciale & Industrielle de la Côte d'Afrique dénommée « C I C A » possédant un principal établissement à Lomé, pour laquelle société domicile est élu à Lomé en l'étude de Maître FACCENDINI Avocat-Défenseur, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble saisi sur le sieur Adolphe E. ABIAWOO acheteur des produits demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto).

UN LOT.

Consistant en un terrain urbain non bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de trois ares vingt centiares, situé à Palimé (Cercle de Klouto) borné au nord par l'ancienne rue Hérold, à l'est par la route de Misahohe, au sud par terrain à Robert AMATTORE, à l'ouest par terrain à F. ADJIMA immatriculé et inséré au livre foncier du cercle de Klouto sous le Numéro 34 du Volume I Folio 33.

MISE A PRIX.

Quinze Mille Francs : (15.000 frs.)

Le vendredi six juin 1930 à huit heures du matin à l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première Instance de Lomé, et à la requête de la Société Commerciale & Industrielle de la Côte d'Afrique, dénommée « C I C A » possédant un principal établissement à Lomé, pour laquelle société domicile est élu à Lomé en l'étude de Maître FACCENDINI Avocat-Défenseur, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble saisi sur Madame Kpouior Elisabeth TAMAKLOE, demeurant et domiciliée à Palimé (Cercle de Klouto).

UN LOT.

Consistant en un terrain urbain ayant la forme d'un quadrilatère portant diverses constructions d'une contenance de huit ares soixante-dix centiares, situé à Palimé (Cercle de Klouto) et limité au nord-est par EYAKO au nord-ouest par SEWOM au sud-est par MLACO et au sud-ouest par la rue SCHWESTERN immatriculé et inséré au livre foncier du Cercle de Klouto. sous le numéro 19 du Volume I.

MISE A PRIX.

Vingt Mille Francs : (20 000 frs.)

Le vendredi six juin 1930 à huit heures du matin à l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première Instance de Lomé, et à la requête de la Société Africaine Financière et Agricole dont le siège social est à Atakpamé, pour laquelle domicile est élu à Lomé en l'étude de Maître FACCENDINI Avocat-Défenseur, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble saisi sur Mr. ABOSSI BELO demeurant et domicilié à Atakpamé.

UN LOT

Consistant en un terrain urbain ayant la forme d'un quadrilatère portant une Case en terre de barre d'une contenance de soixante centiares sis à Atakpamé quartier Gnan-guan borné au nord par la rue d'Anago, à l'est par Assu, au sud et à l'ouest par DOKÉ et KATOROU, immatriculé et inséré au livre foncier du Cercle d'Atakpamé, sous le Numéro 33 du Volume I.

MISE A PRIX.

Dix Mille Francs : (10.000 frs.)

Le vendredi six juin 1930 à huit heures du matin à l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première Instance de Lomé, et à la requête des *Comptoirs Coloniaux* Société Anonyme ayant un principal établissement à Lomé, pour lesquels établissements domicile est élu à Lomé en l'étude de Maître FACCENDINI Avocat-Défenseur, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble saisi sur Monsieur Joseph GMASSOUNOU Propriétaire demeurant et domicilié à Palimé (Cercle de Klouto).

UN LOT.

Consistant en un terrain urbain, en forme de quadrilatère irrégulier, portant quatre constructions en briques crues couvertes en tôles d'une contenance de trois ares sept cen-

tières, sis à Palimé (Klouto) borné au nord par T. Anthony, au sud par BOUM à l'ouest par une rue non dénommée, immatriculé et inséré au livre foncier du Cercle de Klouto sous le numéro 59 du Volume I.

MISE A PRIX.

Six Mille Francs : (6.000 frs.)

Pour tous renseignements s'adresser à M^r FACCENDINI Avocat-Défenseur poursuivant et au Greffe du Tribunal de première Instance de Lomé.

L'Avocat-Défenseur poursuivant :

FACCENDINI

SUPPLÉMENT

AU

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

A LA BONNE CHAUSSURE

Louis COUGÉ, 40, rue Pasteur, à Fougères (Ille-et-Vilaine)

Maison de confiance, spécialement recommandée
aux coloniaux, fournissant la meilleure
qualité aux prix les plus bas.

QU'ON SE LE DISE ! LES CHAUSSURES
LOUIS COUGÉ SONT LES MEILLEURES ET
LES PLUS ÉLÉGANTES ! LES CHAUSSURES
LOUIS COUGÉ SONT LES MOINS CHÈRES

Étant située en plein centre usinier, y ayant
des intérêts, la maison Louis Cougé fournit à sa
clientèle des articles absolument irréprochables,
garantis tout cuir, de fabrication récente et par
conséquent des **souliers à la mode**.

Chez Louis COUGÉ, élégance et solidité garanties.
*Prière de joindre un mandat poste à chaque com-
mande pour couvrir les frais d'envoi. Le reste de
la commande suivra en contre remboursement.*

Demandez le catalogue.


ESSENCE


TEXACO

N° 1

S'est révélée à son apparition sur le marché africain, l'essence de qualité et d'économie qui s'imposait. AUTOMOBILISTES vous intensifierez la puissance de votre moteur en n'employant que l'

ESSENCE

TEXACON° 1

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

Importateurs des Produits « TEXAS »

Pour toute l'AFRIQUE OCCIDENTALE

LES HUILES**TEXACO**

Séduisent par leur incomparable pureté et leur belle couleur d'or. Toute la gamme des huiles nécessaires à toutes les marques de voitures.

Demandez nous la notice et le tableau de graissage des

HUILES**TEXACO****PÉTROLE****TEXACO STAR**

Pas de fumée, pas de mauvaise odeur, une lumière douce et reposante vous est procurée par l'emploi du

PÉTROLE**TEXACO STAR**

HENRI DESLANDES

43, RUE DU CAIRE, PARIS (2^{me})

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : *Sednalsed — Paris*

ACHÈTE au comptant toute l'année par toutes quantités

PEAUX SINGES NOIRS — PANTHERES ETC.

Demander son tarif.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT

5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



AGENT DEMANDÉ

Pour article français
d'un succès assuré, inconnu en ce pays,
on demande

Un Bon Agent

dans chaque localité. *Ecrire* : SIMILI-EMAIL
79, rue CLIGNANCOURT — PARIS (18^{me}).

Aladdin

LA LAMPE MERVEILLEUSE

FONCTIONNE
AU
PÉTROLE

LE PÉTROLE
N'EST PAS
DANGEREUX

ABSOLUMENT
INDÉRÉGLABLE

ENTIÈREMENT
GARANTIE

LUMIÈRE
RÉGLABLE
A VOLONTÉ

INTENSITÉ
100
BOUGIES

FONCTIONNE
SANS
PRESSION

SANS POMPE
SANS GICLEUR

SANS ODEUR
SANS FUMÉE

ÉCONOMIQUE
ET SANS
DANGER



EN VENTE PARTOUT

EN CAS DE DIFFICULTÉ ÉCRIRE AUX INDUSTRIES ALADDIN S.A.
149, Bould. NEY - PARIS

REM. PUBLICITE

7

S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale

Société anonyme au capital de 15.000.000

LOMÉ — ANÉCHO — PALIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO
TOKPLI — BASSARI — LAMA-KARA — GUÉRIN-KOUKA

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

Fer - Bois - Ciment

PEINTURE

Quincaillerie et Outillage

BICYCLETTES DEPUIS 450 FRANCS

Glacières - Coffre-forts - Seaux à douche - Appareillage Electrique

Agence pour le Togo des grandes marques suivantes :

AUTOMOBILES FORD

PNEUMATIQUE DUNLOP

Le premier des pneumatiques du monde entier

KERVOLINE

La meilleure des huiles pour automobiles

MACHINE A ÉCRIRE UNDERWOOD

La plus robuste

FILTRE BERKEFELD

De réputation universelle

MACHINE A COUDRE HURTU

La vieille fabrication française

Bâches Bessonneau

BICYCLETTES S. T. A. O.

etc. etc.

BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9^e)

CAPITAL : Frs. 50.000.000

RÉSERVES : » 14.800.000

Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger

AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTES — DEPOTS
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE

Crédits documentaires — Avances sur marchandises

AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE	CONAKRY
COTE D'IVOIRE	GRAND-BASSAM, ABIDJAN
TOGO	LOMÉ
DAHOMÉY	COTONOU
CAMEROUN	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON	LIBREVILLE, PORT-GENTIL
CONGO FRANÇAIS	BRAZZAVILLE, BANGUI

AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE	10, RUE EDOUARD LARUE

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : EQUATBANK.

La première voiture française construite en grande série

La CITROEN C4 C6

Continue la glorieuse tradition de la B. 14 dont elle possède toutes les remarquables qualités.

Elle est en outre :

PLUS PUISSANTE : Vitesse 90 Km. à l'heure.

PLUS STABLE : Voie augmentée de 9^e/_m.

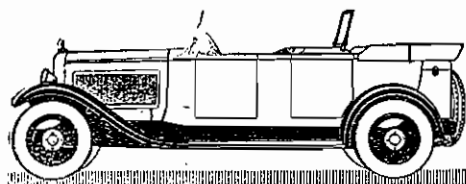
PLUS CONFORTABLE : Carrosserie élargie.

PLUS ELEGANTE : Capot allongé, se raccordant parfaitement avec la carrosserie.

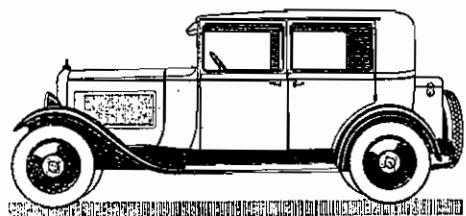
Apportant aux plus récentes découvertes de la Technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroen ont créé la C.6, la voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'outillage formidable, dont elles disposent a pu permettre, grâce à sa construction en grande série, de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

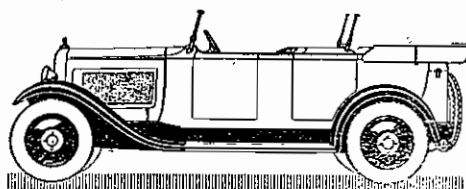
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Km. à l'heure, en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable. Stabilité, remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



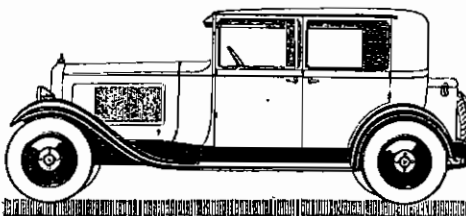
Le Torpédo C.4. : 24.500.—



La Berline C.4. : 28.500.—



Le Torpédo C.6. : 31.000.—



La Berline C.6. : 35.000.—

Renseignements et Essais

Société Générale du Golfe du Guinée

BUREAUX, Rue du Marché — LOME

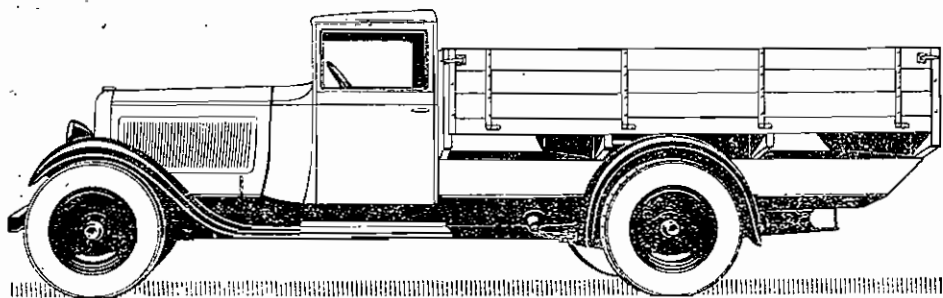
Demandez nos Catalogues — Tous renseignements fournis sur demande

Le Nouveau Camion C⁶

1800 kgs. de charge utile

Véhicule 6 Cylindres, ultra-moderne; il ignore les pannes. Freiné par 4 freins auto-serreurs BENDIX sur chaque roue et un frein sur la transmission, il évite les accidents; très rapide, il totalise un kilométrage quotidien élevé. C'est le véhicule à toutes fins. Ses vastes carrosseries lui permettent de transporter les chargements les plus divers et les plus volumineux. Sa consommation est réduite et assure une exploitation économique.

C'est le plus moderne des camions lourds.

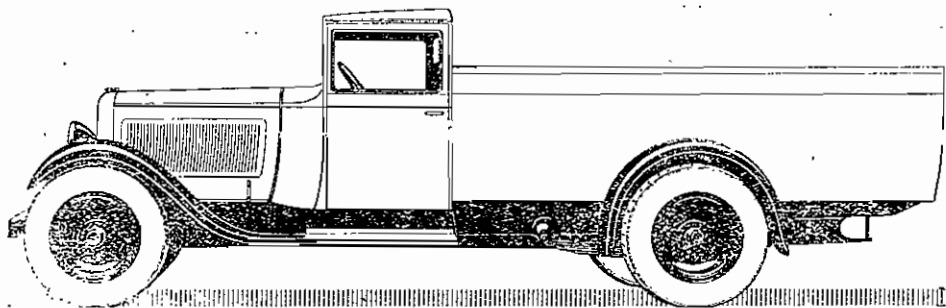


Plateforme à Ridelles :

35.000 —

Camion :

35.000 —



Renseignements et Essais

Société Générale du Golfe du Guinée

Garage — Atelier de Réparations : Rue du Champ de Courses

Atelier de Réparations — Personnel spécialisé — Travail soigné et rapide

WOERMANN - LINIE

Deutsche Ost-Afrika Linie

Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)

Hamburg Bremer Afrika Linie


SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO

entre

Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, le Havre, Boulogne s. m., Lisbonne, Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique, l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.

CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)

 Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ, ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

*Avenue du Maréchal Foch,
Lomé.*

Adresse Télégraphique: WESTLINIE.

S. T. A. O.
LOMÉS
T
A
O**INCROYABLE !**S
T
A
OS. T. A. O.
LOMÉ**F O R D****Prix courant du nouveau modèle 1930**

PHAÉTON (Torpédo cinq places)	21.000 frs.
ROADSTER (Torpédo deux places)	21.000 —
d° avec Dicky	21.500 —
COUPÉ STANDART	21.500 —
d° avec Dicky	22.000 —
COUPÉ SPORT avec Dicky	23.500 —
CABRIOLET décapotable avec Dicky.	25.000 —
TUDOR (Conduite intérieure 2 portes)	24.000 —
STANDARD SEDAN (Conduite intérieure 4 portes)	26.000 —
TOWN SEDAN (Conduite intérieure 4 portes de luxe)	27.000 —
STATION WAGON (Tapissière transformable)	25.000 —
CHASSIS 500 kgs	14.500 —
PICK-UP Cab ouvert (Camionnette 500 kgs)	19.000 —
PICK-UP Cab fermé (Camionnette 500 kgs)	20.000 —
PANEL DELIVERY (Fourgon tolé)	22.500 —
DE LUXE DELIVERY (Voiture de livraison de luxe)	22.000 —
CHASSIS 1.500 kgs	19.500 —

Agence officielle des

AUTOMOBILES FORD

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LOMÉ

S. T. A. O.

TOGO